



Le Partenariat

Organisation de Solidarité Internationale

Pour un développement local, durable et solidaire



Rapport d'activités 2017





Depuis sa création en 1981, l'Association le Partenariat accompagne le **développement économique local** des territoires, dans le but d'améliorer les conditions de vie des populations les plus vulnérables. Agissant initialement dans le cadre de la coopération décentralisée, l'association a depuis lors élargi ses activités et mène plusieurs projets en tant qu'Organisation Non Gouvernementale (ONG), en collaboration avec d'autres structures privées dans trois pays d'intervention : le Sénégal, le Maroc, et la Guinée.

Grâce à son expérience et ses relations avec les acteurs locaux, le Partenariat appuie la mise en œuvre des politiques publiques régionales, mobilise et crée du lien entre les collectivités, les populations et les services techniques de l'Etat. L'Association met particulièrement l'accent sur l'appropriation directe des projets par les partenaires locaux pour **renforcer les capacités locales** et **pérenniser ses actions**.

Les actions de coopération sont orientées selon **3 axes transversaux d'intervention** :

- * L'accès aux services sociaux de base
- * L'intégration des Objectifs du Développement Durable et l'adaptation aux changements climatiques
- * L'accompagnement du processus de décentralisation

En parallèle de ses actions de coopération internationale, le Partenariat entreprend en France et en Europe des actions d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale. Le **Centre Gaïa**, basé au siège de l'association à Lille, accueille le public depuis 2008 dans des ateliers d'immersion grandeur nature représentant le Sénégal.



SOMMAIRE

♦ **Le Partenariat : structuration et perspectives**

p. 4

♦ **Thématiques d'intervention**

p. 6

♦ **Faits marquants de 2017**

p. 8

1. **LE PÔLE COOPERATION**

p. 10

1. Accès aux services sociaux essentiels
2. Environnement & Développement Durable
3. Appui à la gouvernance et à la décentralisation

2. **LE PÔLE GAÏA**

p. 40

1. L'ECSI sur le territoire français
2. Les projets européens du Centre Gaïa
3. Les actions Nord-Sud du Centre Gaïa

♦ **Nos partenaires**

p. 60





2017 : le processus de réflexion sur l'avenir du Partenariat

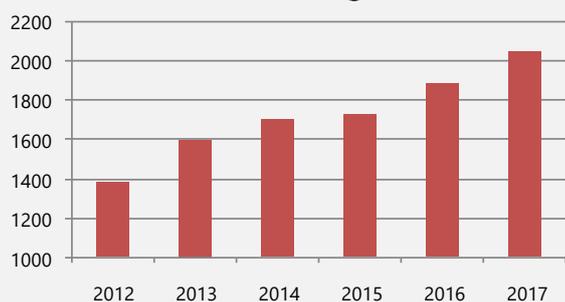
Depuis plusieurs années, le monde de la solidarité internationale et du développement est de plus en plus confronté à différentes problématiques : les exigences, sans cesse croissantes, des critères d'efficacité des bailleurs de fonds, la rareté des ressources traditionnelles de financement, la multiplication des acteurs impliqués dans le secteur... Devant ce constat, et avec la démultiplication des actions sur le terrain, l'ouverture des interventions à de nouveaux territoires, la renommée de plus en plus accrue du Centre Gaïa (créé par l'association en 2006) en France et en Europe, une réflexion interne sur l'avenir de l'Association était nécessaire.

Au cours de l'année 2017, un processus de réflexion a été enclenché avec l'ambition de développer les actions de l'Association afin de la consolider et de la pérenniser. Cette dynamique recouvre pour le Partenariat des dimensions managériale, organisationnelle et opérationnelle plus importantes et plus structurées. Elle engage sa responsabilité vis-à-vis des destinataires de ses actions mais aussi de ses salariés et de l'ensemble de ses parties prenantes.

Initiatives mises en place en 2017

- * Renforcement de la gouvernance par l'élection de nouveaux administrateurs.
- * Révision des chartes de la coopération et de l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale.
- * Révision de la stratégie de recherche de financement, étude sur les économies potentielles sur des postes de fonctionnement.
- * Capitalisation, communication.

Evolution budgétaire



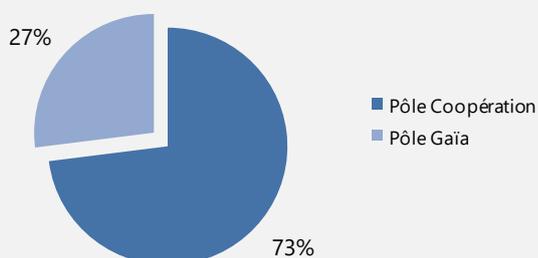
Bilan budgétaire 2017

Sur l'année 2017, le budget global de l'Association est de 2 014 000 €, soit une augmentation de 5% par rapport à l'année 2016.

Au niveau de la répartition entre pôles, la part du Centre Gaïa représente 27% du budget, avec une progression de 28% du budget alloué aux activités d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale.

De son côté, le Pôle Coopération a connu une stabilité par rapport à 2016 dans ses financements.

Répartition des financements



Le Partenariat : structuration et perspectives

Perspectives pour 2018 : Structuration de l'Association

Pour l'année 2018, dans la continuité du processus de réflexion démarré en 2017, l'Association va entreprendre un vaste chantier de structuration. Dans ce cadre, tous les axes de fonctionnement du Partenariat seront revisités afin de vérifier que l'Association est prête à mettre en œuvre une stratégie de développement correspondant à sa philosophie d'intervention. Cette structuration a pour premier enjeu de répondre, toujours mieux, aux besoins exprimés par les populations locales. L'ensemble des salariées et des personnes-ressources du Partenariat y participeront à Lille, au Sénégal, au Maroc et en Guinée. Nous avons le renfort d'un chargé de mission en appui à la structuration (6 mois) et d'une nouvelle chargée de communication en CDI, recrutée grâce à l'appui à l'emploi associatif du Conseil Régional Hauts-de-France.

Dans cette optique, des ateliers de travail sur le processus de restructuration seront mis en œuvre en intégrant toutes les parties prenantes de l'association dans une démarche participative.

3 axes principaux seront au cœur de ce processus : la formalisation et le partage du projet associatif ; l'état des lieux des procédures internes et la démarche de diagnostic interne. L'objectif, à terme, est de préparer les conditions optimales pour l'élaboration d'une stratégie de développement et d'un plan d'action pluriannuel.

Le Partenariat va de l'avant pour aller plus loin, en gardant ses valeurs et ses méthodes (implication des populations, pédagogie active...).

Thématiques d'intervention

Axe 1 : Education

L'éducation est un enjeu de taille. Grâce au **Centre Gaïa** créé en 2006, le Partenariat sensibilise, chaque année, des milliers d'enfants et citoyens de la Région des Hauts-de-France en menant des actions pédagogiques sur des thématiques essentielles.

En parallèle, des actions sont menées au Sénégal, au Maroc et en Guinée dans le cadre du PAEMS pour **améliorer la qualité du cadre de vie scolaire** au bénéfice des élèves des établissements partenaires.

Axe 2 : Environnement

Depuis 2007, le Partenariat s'est engagé dans une démarche de développement durable qui prend en compte les **nouveaux enjeux environnementaux**, tant dans ces actions d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité (ECSI), que dans ses activités de coopération.

Cela se traduit, par exemple, par des activités pédagogiques autour des enjeux climatiques, la promotion des énergies alternatives et de l'habitat durable ou la valorisation des déchets.

Axe 3 : Action Sociale

Le Partenariat appuie des initiatives dans le domaine de l'Action Sociale, particulièrement en faveur des **populations les plus vulnérables**, notamment les enfants, les jeunes en situation d'exclusion et les personnes souffrant d'un handicap moteur.

D'un autre côté, les activités d'ECSI du Centre Gaïa sont destinées à un public large et varié. En utilisant une démarche inclusive et des thématiques sensibles, le Partenariat est acteur du vivre-ensemble dans la Région Hauts-de-France.

Une double action en France et dans les pays partenaires

En menant conjointement des actions de coopération au Sénégal, au Maroc, en Guinée et des actions pédagogiques en Hauts-de-France, le Partenariat prend en compte diverses facettes de la solidarité internationale et du Développement Durable. Cette logique est en cohérence avec les enjeux actuels posés par la globalisation et l'augmentation des échanges à l'échelle mondiale.

Zones





Les différents acteurs locaux travaillent ensemble pour la promotion d'un développement participatif, basé sur la concertation et le renforcement du dialogue.

Méthodologie du pôle Coopération

La démarche du Partenariat se traduit par la mise en œuvre de projets qui suivent à la fois une **démarche qualité** et une **logique de développement durable**. Par ailleurs, l'appui à la gouvernance locale est un volet essentiel et transversal des différents programmes menés. En combinant un développement socialement équitable, économiquement efficace, respectueux de l'environnement et qui promeut une bonne gouvernance, l'objectif est de garantir l'appropriation effective des projets par les acteurs locaux et de répondre aux besoins identifiés.

« L'appui à la gouvernance locale est un volet essentiel et transversal des différents programmes de coopération. »

d'intervention



Faits marquants de 2017



PÔLE COOPERATION

- * Signature d'un accord de coopération décentralisée entre les **collectivités de Labé et du SICOVAL** pour lequel le Partenariat devient opérateur de coopération décentralisée en Guinée.
- * Poursuite de la mise en œuvre du Programme d'Accès à l'Eau en Milieu Scolaire (PAEMS) qui a permis l'accessibilité à l'eau dans **21** nouvelles écoles au Maroc, au Sénégal et en Guinée.

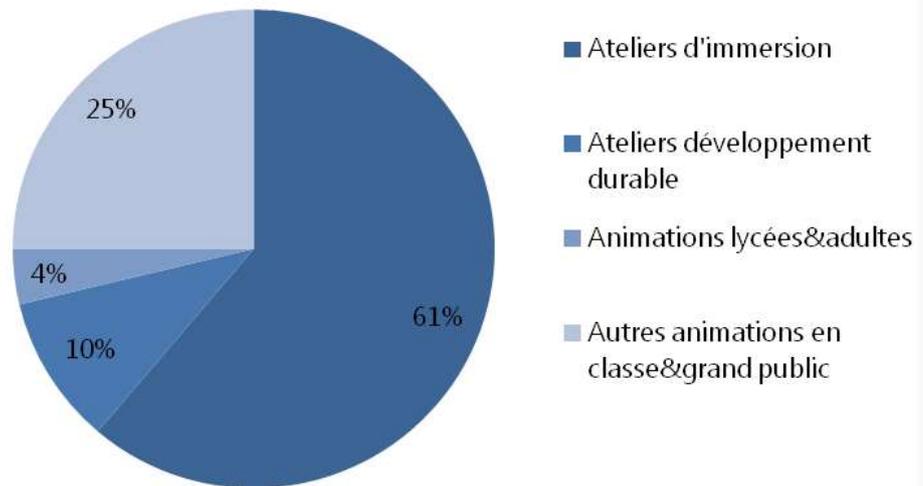
Lancement du Programme d'Accès aux Energies Renouvelables au Sénégal (PAER) en lien avec l'Agence Régionale de Développement de Saint-Louis et l'ONG GERES (Groupe Énergies Renouvelables, Environnement et Solidarités).



CENTRE GAÏA

- * Concrétisation du projet Global Schools
- * Mise en place du projet européen GIGS
- * Au total, au cours de l'année 2017, **7 108 personnes** (enfants, professeurs et animateurs) ont été sensibilisées à travers les différentes activités du Centre Gaïa.

Répartition des activités du Centre Gaïa en 2017



ZOOM sur les nouveaux projets 2017 du Partenariat

- * Programme de sauvegarde des espaces naturels de Mangrove au Sénégal en consortium avec 4 autres ONG internationales (5 deltas - financement UE).
- * Partenariat avec la coopération allemande (GIZ) dans le cadre de leur approche Fit for School en Guinée dont le démarrage sera effectif en 2018.
- * 2 nouveaux projets européens d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale : projet Global Issues Global Subjects (GIGS) et Climat.
- * Animation mondialisation : finalisation d'un nouvel atelier immergeant les lycéens dans la vie des différents acteurs du commerce de jus d'orange. Cet atelier sera testé puis proposé au public scolaire en 2018.

Le Pôle Coopération





Engagé depuis plus de 30 ans dans le domaine de la coopération internationale, le Partenariat développe une coopération à taille humaine, en prenant en compte l'aspect transversal des actions et le développement durable des territoires.

1. L'accès aux services sociaux de base

p. 12

- * Programme d'Accès à l'Eau en Milieu Scolaire (PAEMS)
- * Programme de Renforcement Nutritionnel (PNR)
- * Projet de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PGIRE)
- * Centre Diapalanté

2. Environnement & Développement Durable

p. 22

- * Projet de gestion des déchets
- * Programme d'Accès aux Energies Renouvelables (PAER)
- * Projet de Protection de la Mangrove
- * Projet Voûte Nubienne (VN)
- * Projet-pilote d'assainissement par le Biogaz en Moldavie

3. Coopération décentralisée et renforcement du processus de décentralisation

p. 36

- * Saint-Laurent-Blangy / Rosso
- * Projet « Gouvernance Urbaine et Fiscalité Locale » (GUFL)

1. L'accès aux services sociaux de base



Des projets à destination des populations vulnérables : une des priorités du Partenariat est d'accompagner les communautés locales afin de répondre aux besoins les plus essentiels des populations vulnérables. A cet égard, différents projets ont été menés en 2017 pour parvenir à enrayer des problèmes de taille.

ODD 2015-2030

A travers ses différents projets d'accès aux services sociaux de base le Partenariat apporte une contribution à l'agenda proposé par l'Organisation des Nations Unies (ONU) sous la forme des Objectifs de Développement Durable (ODD) : lutte contre la faim, accès à la santé, à une éducation de qualité, à l'eau salubre et à l'assainissement et finalement, à des emplois décents.



Les programmes mis en œuvre en 2017

- * Avec la mise en œuvre du **Programme d'Accès à l'Eau en Milieu Scolaire**, le Partenariat accompagne les autorités et communautés locales dans l'amélioration des conditions de scolarisation en ayant pour objectif de favoriser une augmentation du taux de scolarisation et améliorer les résultats.
- * Le **Centre Diapalanté** a été construit en 2016 et abrite le siège du Partenariat au Sénégal. Des activités de formation socioprofessionnelle dans des métiers durables seront mises en place dès l'année prochaine. Ces formations sont destinées aux jeunes situés en dehors du circuit professionnel ou des études.
- * Finalement, le Partenariat appuie l'Etat sénégalais en travaillant à la mise œuvre de deux programmes :

- **Programme de Renforcement Nutritionnel**
- **Programme de Gestion des Ressources en Eau**

Le PAEMS

Programme cofinancé par
l'Agence Française de Développement



Contexte

Le Programme d'Accès à l'Eau en Milieu Scolaire (PAEMS) a démarré **en 2012 au Maroc et au Sénégal**, et se développe également depuis 2015 en République de **Guinée**.

En fournissant aux écoles un pack intégré comprenant construction de latrines, accès à l'eau, appui aux autorités locales et sensibilisation aux thématiques Eau-Hygiène-Assainissement et Environnement, ce programme permet de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD 3, 4 et 6) pour une scolarisation, une bonne santé des élèves et un accès à l'eau potable universel.

Objectifs

L'objectif global du PAEMS est **d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves**. La mise en œuvre du programme se décline en divers volets :

- * **Volet 1 : Réalisation d'infrastructures** adduction d'eau potable (forage, raccordement au réseau, ou puits amélioré) et construction ou réhabilitation de latrines et de clôtures.
- * **Volet 2 : Sensibilisation et accompagnement** sensibilisation des élèves et des enseignants, aux thématiques Eau-Hygiène-Assainissement (EHA) et Développement Durable, mise en place de comités de suivis locaux, appui aux comités de gestion des écoles et aux associations de parents, etc.
- * **Volet 3 : Mise en valeur de l'établissement** Reboisement du site et réalisation d'une haie-vive, accompagnement de projets environnementaux et de microprojets dans le cadre scolaire.



Construction de latrines



Accès à l'eau



Mise en place de
Comités de Suivi

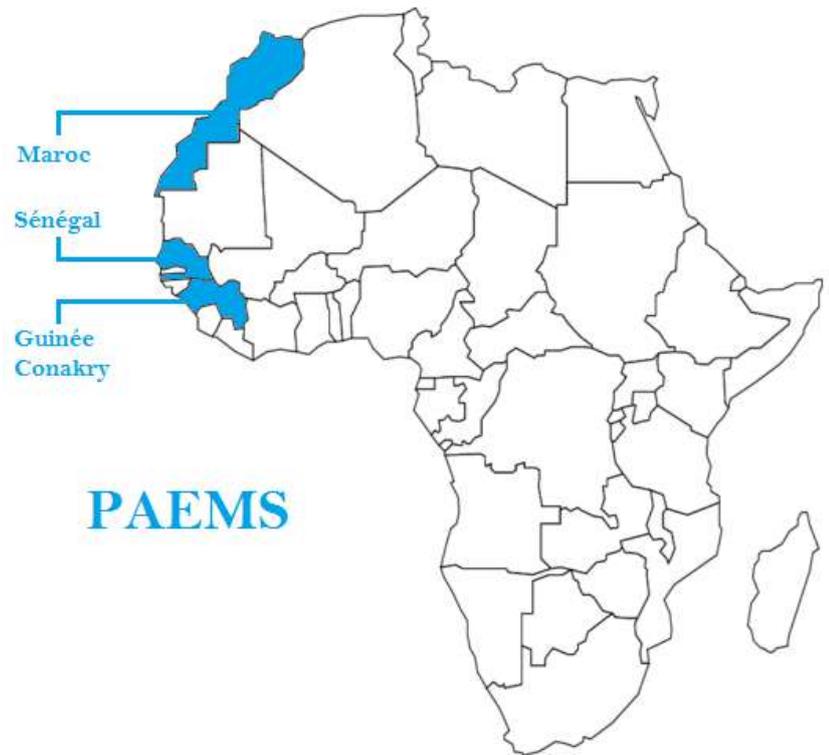
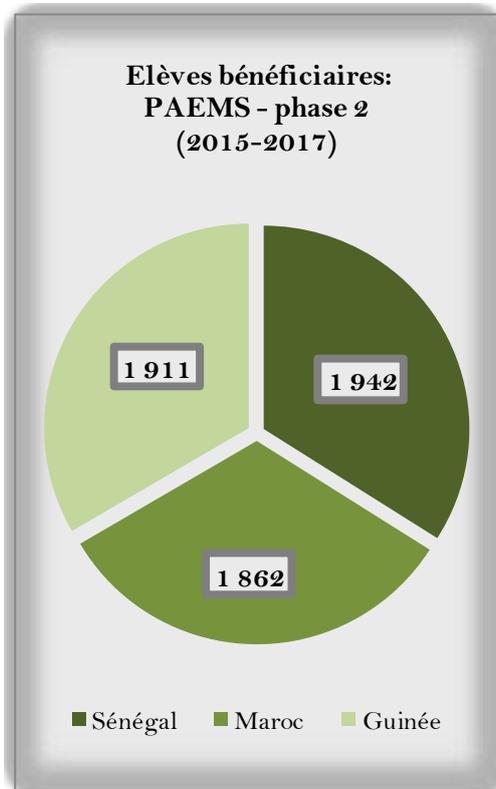


Sensibilisation à l'hygiène et
l'assainissement



« Poursuivre la mobilisation des acteurs pour l'amélioration des conditions de scolarisation. Consolider et diffuser la démarche du PAEMS. »

Zone d'intervention



Les réalisations de 2017

- * **2 500 élèves** ont désormais accès à l'eau potable
- * Intervention dans **21 écoles supplémentaires**
- * Mise en place de **21 Comités de Suivi Locaux**
- * Réalisation d'un atlas sur l'accès à l'eau dans les régions de Saint-Louis (Sénégal) et de Labé (Guinée) et dans la Province de Youssoufia (Maroc)

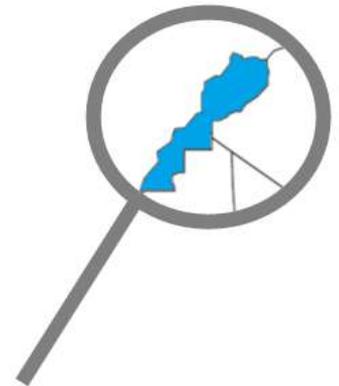


Mise en place des brigades d'hygiène en charge de l'entretien des infrastructures scolaires et sensibilisation à l'environnement

FOCUS MAROC

- * Réception définitive d'ouvrages au sein de 5 nouvelles écoles au bénéfice de 1 325 élèves et 48 enseignants
- * Sensibilisation de l'ensemble des élèves à l'Eau-Hygiène-Assainissement (EHA) et à l'environnement
- * Mise en place de 5 Comités de suivi locaux
- * Signature d'une convention avec la Direction Provinciale de l'Education de Youssoufia
- * Réalisation d'une étude diagnostic comprenant une cartographie des besoins en eau de la Province de Youssoufia (127 écoles visitées)

Cofinancements : Agences de l'Eau Artois-Picardie et Adour-Garonne, Bordeaux-Métropole, Ville de Béthune, Ville de Dunkerque.



FOCUS SENEGAL

- * Accès à l'eau et l'assainissement dans 11 écoles (5 dans la Région de Matam et 6 dans la Région de Saint-Louis) à destination de 941 élèves et 44 enseignants
- * Tenue de la réunion annuelle du Cadre de Concertation sur la Gouvernance du Service de l'Eau et de l'Assainissement et des comités de pilotage régionaux à Saint-Louis et Matam
- * Formation de 64 enseignants à l'EHA au sein des écoles
- * Mise en place de 11 Comités de Gestion de l'Etablissement

Cofinancements : Agences de l'Eau Artois-Picardie, Seine-Normandie & Rhône Méditerranée Corse, Villes de Paris de Creil et de Saint-Laurent-Blangy, le SICOVAL, Grand Lyon & Eau du Grand Lyon, Société des Cultures Légumières et le GRET.



FOCUS GUINEE

- * Réception définitive d'ouvrages au sein de 2 nouvelles écoles au bénéfice de 917 élèves et réception provisoire dans 4 écoles supplémentaires comprenant 422 enfants
- * Mise en place d'une Unité de Gestion de Projet à l'échelle régionale
- * Signature de conventions avec l'ONG Club des Amis du Monde, le SICOVAL et la Commune de Labé (coopération décentralisée)
- * Sensibilisation de 188 enfants à l'Eau-Hygiène-Assainissement et à l'Environnement dans 2 écoles
- * Mise en place de 5 Comités de suivi locaux

Cofinancements : Agence de l'Eau Artois-Picardie, le SICOVAL, l'Ambassade du Japon en Guinée, la Fondation Air France et la CAPSO.



L'accès à l'eau en milieu scolaire : Focus-pays



2017 : base de la capitalisation

L'année 2018 marquera la fin de la deuxième phase d'action du PAEMS et permettra d'initier le processus de renouvellement qui engagera une troisième phase du programme.

Pour permettre une diffusion des réussites de la méthodologie du PAEMS et une appropriation par nos partenaires de l'Education, un processus de capitalisation sera initié. L'ONG souhaite partager les informations qu'elle a réussi à collecter et les outils créés durant les deux premières phases du programme pour permettre à différents acteurs (collectivités, services de l'Education, ONG) de mutualiser les compétences dans la mise en œuvre d'un projet d'amélioration des conditions d'hygiène à l'école.

La capitalisation sera mise en œuvre au sein des trois pays bénéficiaires, mais des échanges auront également lieu entre ceux-ci, afin de mettre en commun les expériences dans les différents pays.

Evolution du nombre d'écoles par année



Extrait d'interview : Mme Hadja Bora

Responsable de la cellule formation continue à Labé (Guinée) :

« L'appui du Partenariat a amené les élèves et enseignant(e)s des écoles appuyées à respecter rigoureusement la question de l'EHA » [...]. « Les enseignantes et les filles ont vu l'importance de cette sensibilisation. Elles ont une toilette à part et des serviettes hygiéniques.» [...]. « Nous estimons que cela va favoriser nos filles à mieux se maintenir à l'école. »



FOCUS sur une nouvelle collaboration : l'approche Fit for School !

En complément des actions du PAEMS, une collaboration entre la GIZ/BMZ (coopération allemande) et le Partenariat va démarrer en 2018 dans le cadre de leur approche Fit for School. Le Partenariat va apporter ses connaissances sur les thématiques Eau-Hygiène-Assainissement et sera opérateur de mise en œuvre de ce programme à Labé. Cette collaboration va permettre à 10 écoles de la Commune Urbaine de Labé de bénéficier de meilleures conditions de scolarisation.

Le Partenariat - Opérateur de l'Etat sénégalais

Programme de Renforcement Nutritionnel (PRN)

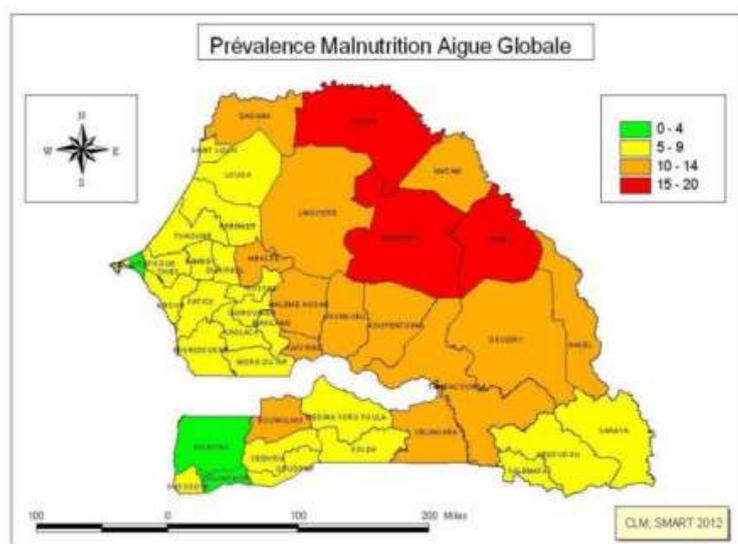
Contexte

Au Sénégal, les principales victimes de la malnutrition sont les enfants de 0 à 5 ans ainsi que les femmes enceintes et les femmes allaitantes, notamment en milieu rural. Les causes de la malnutrition sont multiples : pauvreté, analphabétisme élevé, insuffisance d'accès aux soins de santé et à l'eau potable, mauvaises habitudes alimentaires ou encore mauvaises conditions d'hygiène.

Objectifs

L'objectif global du PRN est de promouvoir la santé de la reproduction à travers la lutte contre la mortalité maternelle et infantile.

Programme cofinancé par l'Union Européenne, AECID et la Cellule de Lutte contre la Malnutrition



D'après une enquête menée par la Cellule de Lutte contre la Malnutrition (CLM) en 2012, le département de Podor se place parmi les 3 départements au seuil de la crise nutritionnelle avec 15% de prévalence de la Malnutrition Aiguë Globale. Dans le district sanitaire de Podor, le Partenariat est chargé de la mise en œuvre du PRN depuis 2009.

Actions mises en place

- * **Dépistage** (pesées mensuelles organisées pour les enfants de 0 à 23 mois) : 28 134 enfants ont été dépistés cette année, dont 1 921 dépistés Malnutris Aigus ou Modérés, avec un taux de récupération de 86% ;
- * **Prise en charge communautaire** (au sein de Foyer d'Apprentissage de Réhabilitation Nutritionnel et d'Eveil, lors de regroupements hebdomadaires ou lors de visites à domicile) ;
- * **Sensibilisation** : 50 186 personnes ont été touchées par les activités Information Education Communication et Communication pour un Changement de Comportement.

Le Partenariat travaille en étroite collaboration avec les collectivités locales dans le suivi du programme.



Projet de gestion intégrée des ressources en Eau

Programme cofinancé par l'OMVS



Contexte

Le Programme de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (PGIRE) a pour objectif de **lutter contre les Maladies Tropicales Négligées (MTN)** dans les zones endémiques. Pour mettre en œuvre ce programme, un consortium financé par l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal (OMVS) a été mis en place.

Le rôle du Partenariat dans le consortium est la mise en œuvre d'activités de santé préventive à l'échelle régionale, tandis que toutes les autres activités spécifiques sont implémentés par les programmes nationaux.

La présente phase d'activités se focalise sur le contrôle des vecteurs de paludisme, sur les évaluations des impacts sanitaires et l'atténuation des risques et sur les traitements de masse contre les Maladies Tropicales Négligées (MTN) à chimio prévention.

Parmi les dix MTN présentes au Sénégal, l'OMVS a axé son intervention sur cinq d'entre elles à travers une Distribution de Masse de Médicaments (DMM), il s'agit de la Bilharziose, l'onchocercose, les géo helminthiases, le trachome et la filariose lymphatique.

Le but spécifique est de s'assurer que tout impact sanitaire négatif résultant du développement des ressources en eau soit atténué et que le développement des ressources en eau se passe de manière à maximiser les bénéfices sanitaires pour la population.

Activités mises en place en 2017

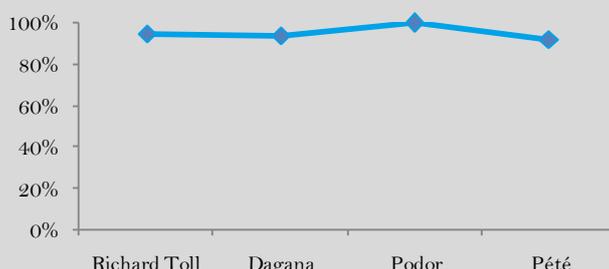
- * Mise en place de réseaux de distribution
- * Distribution massive de médicaments (DMM) : Praziquantel, Ivermectine, Albendazole
- * Formation et sensibilisation aux risques des maladies traitées
- * Mise en œuvre de la DMM dans les districts de Pété et de Podor à travers la mise en place des intrants dans les postes de santé et des supervisions lors de la distribution.

Résultats chiffrés

Médicaments distribués à :

- * **193 486 habitants** pour lutter contre les *géo-helminthiases*
- * **199 100 habitants** pour lutter contre *l'onchocercose*

Pourcentage de villages traités dans les districts sanitaires



Membres du Consortium

- * Enda Santé (chef de file)
- * ONG 3D
- * ONG Eau-Vie-Environnement
- * Union pour la Solidarité et l'Entre-Aide

Intégrer la formation et l'insertion dans une démarche méthodologique de mise en œuvre de projets de développement.

Contexte

Chaque année, des jeunes arrivent sur le marché de l'emploi sans formation. Le taux d'emploi des jeunes au Sénégal est d'environ 38% et de 29,5% dans la région de Saint-Louis. Il existe des centres de formation professionnelle à Saint-Louis, mais ceux-ci s'adressent généralement à des jeunes scolarisés et proposent des formations en inadéquation avec le marché de l'emploi. De plus, les coûts de formation sont élevés, excluant les jeunes en difficulté financière. La vulnérabilité des jeunes, la déscolarisation et la faible offre de formation constituent des problèmes majeurs au Sénégal.

Dans ce contexte, le Centre d'Insertion et de Formation Professionnelle Diapalanté propose un parcours d'insertion adapté d'une durée allant d'un à trois ans et comprenant notamment des formations thématiques liées aux métiers du Développement Durable.



Depuis 2000, le Partenariat accompagne la ville de Saint-Louis dans sa politique de Sauvegarde et de Mise en valeur du Patrimoine historique classé de l'île de Saint-Louis par l'UNESCO : mobilisation d'architectes-conseils auprès de la commune de Saint-Louis, participation à l'inventaire architectural et urbain, soutien à l'élaboration du Plan de Sauvegarde et de Mise en Valeur (PSMV), appui à la mise en place du Bureau du Patrimoine, actions de sensibilisation auprès des habitants.... Tous ces éléments justifient la participation du Partenariat à la dynamique de sauvegarde et de mise en valeur de l'île de Saint-Louis par la construction d'un bâtiment neuf respectant les normes architecturales du patrimoine Saint-Louisien.

Centre d'Insertion et de Formation Professionnelle Diapalanté

Objectifs

Le Centre Diapalanté répond à un besoin identifié sur la base d'un diagnostic réalisé en 2012 sur les jeunes inactifs en difficulté à Saint-Louis. Il accueille des jeunes de 15 à 25 ans en situation de grande précarité afin de leur permettre de se réinsérer dans la vie sociale grâce à des activités professionnelles. Les cibles du Centre Diapalanté sont les grands talibés (enfants issus des daaras), les femmes sortant de prison (notamment condamnées pour faits d'avortement), les jeunes mères isolées et les jeunes en situation de handicap et en capacité de travailler.

La force du Centre Diapalanté réside dans son réseau de partenaires, comprenant des centres de formation, des associations locales, et des dispositifs de l'Etat (Action Educative en Milieu Ouvert, Action Sociale, Inspection d'Académie, Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes, etc.).



Les réalisations de 2017

- * Signature de la convention-cadre entre le Partenariat et l'association Diapalanté.
- * Identification des premiers bénéficiaires du Centre.
- * Première formation courte sur la valorisation des déchets dispensée à 7 jeunes.
- * Ouverture de la boutique solidaire, dans laquelle sont vendus des produits d'artisanat saint-louisiens. La boutique est tenue par une jeune femme identifiée par les équipes du Centre et leurs partenaires.
- * Un des jeunes bénéficiant lui aussi du parcours de formation et d'insertion a été recruté comme technicien du projet Biogaz à Saint-Louis.



TÉMOIGNAGE

« Je m'appelle Fatou SENE, j'ai 20 ans. Je suis en situation de handicap et mes problèmes de santé m'empêchaient d'exercer une activité. C'est avec l'aide de l'ONG le Partenariat via la Présidente de l'Association Diapalanté que j'ai pu intégrer le Centre de Promotion et de Réinsertion Sociale situé dans le quartier de Léona, pour suivre une formation professionnelle en couture.

La formation m'a permis de tisser un cercle d'amis, d'avoir un métier et d'acquérir des outils nécessaires pour réorienter mon avenir.

Actuellement, je suis en cours de formation et suis épanouie sur le plan psychologique.

Le Centre Diapalanté aide les jeunes en difficulté à évoluer et à être des adultes accomplis à tous les niveaux. »

2. Environnement et Développement Durable

La gestion durable de l'environnement comme moteur de développement

Depuis l'inscription de la thématique du Développement Durable dans les statuts de l'Association en 2007, tous les projets menés ou initiés par le Partenariat doivent répondre à des critères environnementaux et éthiques stricts. Cette démarche a pour objectif de parvenir à créer du lien grâce à des actions de développement menées dans le respect de l'environnement et des populations.

Les synergies d'action avec d'autres acteurs de terrain

En partenariat avec les populations locales, le Partenariat met en avant la synergie des compétences avec d'autres acteurs. Ainsi, le projets VN-Fouta, le PAER et la préservation de la Mangrove sont respectivement menés en collaboration avec d'autres organisations de solidarité internationale : l'Association Voûte Nubienne, le GERES et le Collectif des 5 deltas.





ODD 2015-2030

L'engagement du Partenariat dans la lutte contre le changement climatique et la préservation de la biodiversité est en lien avec plusieurs ODD : protection de la faune et de la flore aquatiques et terrestres, lutte contre le changement climatique et recours aux énergies renouvelables.



Les projets menés en 2017

- * Le Programme d'Accès aux Energies Renouvelables (PAER)
- * Voûte Nubienne (VN-Fouta)
- * La gestion des déchets
- * La préservation de la mangrove
- * Le programme-pilote d'immersion de récifs artificiels dans la zone d'Aire Marine Protégée (AMP)
- * Le projet-pilote d'assainissement par le biogaz en Moldavie

« En adoptant une démarche filière et pour stimuler la demande du secteur, le PAER prévoit une formation des entreprises locales, la réalisation de projets démonstratifs et la sensibilisation des populations. »

Contexte

En 2017, le Programme d'Accès aux Énergies Renouvelables en région de Saint-Louis (PAER) entame un véritable **changement d'échelle**. Ce projet repose sur la complémentarité avec une seconde ONG française implantée au Sénégal : le GERES (Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarités). D'une durée de 3 ans (2017-2020), ce programme cherche à apporter des solutions à la précarité énergétique constatée dans la région de Saint-Louis, zone à vocation agropastorale, directement touchée par les changements climatiques et la raréfaction des ressources naturelles.

Objectifs

Ce programme vise à **promouvoir les énergies renouvelables dans un souci d'adaptation aux changements climatiques par le développement d'un tissu économique local** à travers :

- * La promotion effective des énergies renouvelables par les acteurs locaux adaptées aux besoins et aux potentialités sur le territoire régional
- * Le renforcement d'une offre d'entreprise locale proposant des solutions biogaz et solaire
- * La dissémination des énergies renouvelables au niveau régional auprès des opérateurs économiques et des ménages dans des zones isolées

Approche Filière



Appui à l'élaboration des politiques



Soutien de la demande



Structuration de l'offre



Projets démonstratifs



Recherche/ Action de capitalisation



Partenaire technique



Programme d'Accès aux Energies Renouvelables

Les réalisations de 2017

- * Le Programme d'Accès à l'Energie en Région de Saint-Louis a obtenu des financements de l'Agence Française de Développement et pourra débuter.
- * Un document de capitalisation sur le procédé biogaz a été produit. Il reprend le savoir acquis par le Partenariat sur les projets de méthanisation.
- * Des interventions sur le biogaz et la coopération internationale ont été menées auprès des élèves de l'école d'ingénieurs HEI. Une étudiante de cette école a également fait son stage de fin d'études à Saint-Louis, en appui aux activités du PAER.
- * Au total, **12 nouvelles cuves** ont été construites cette année.



Focus : Les femmes transformatrices de poisson de Guet Ndar

Situé à Saint-Louis du Sénégal, le site de transformation de produits halieutiques de l'hydrobase compte **700 femmes**, qui braisent et fument chacune **50 kg de poisson par jour**. Les femmes sont confrontées à un déficit énergétique les obligeant à utiliser des ressources non renouvelables qui ont des impacts négatifs, tant environnementaux (déforestation, pollution), que sociaux (maladies). Dans le cadre du PAER, le Partenariat propose une solution énergétique durable, économique et écologique aux femmes transformatrices de poisson. Le Partenariat a installé **5 cuves biogaz** raccordées à une plateforme de cuisson au sein du site. Ces cuves permettent la valorisation des déchets issus de leur activité.

Programme cofinancé par l'Agence Française de Développement, la Fondation Raja, Ville de Lille, MEL, le Fonds Climat du MEAE et l'ARD de Saint-Louis.

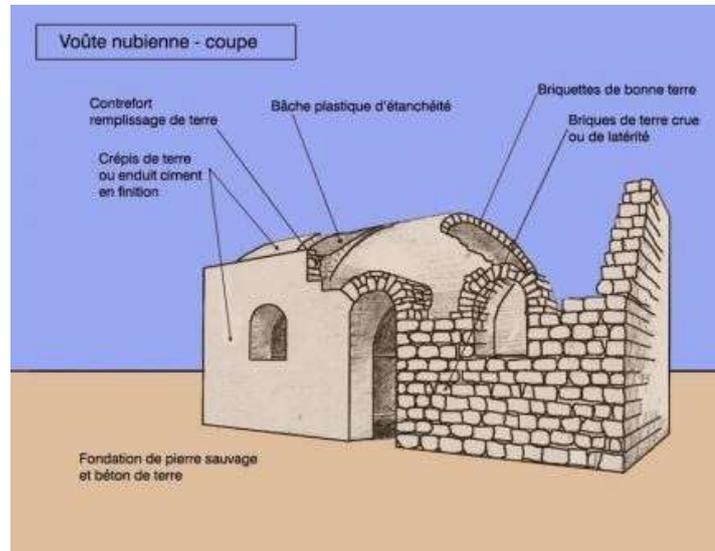


Le Projet Voûte Nubienne (VN)

Contexte

La Voûte Nubienne (VN) est une technique de construction ancestrale originaire de Haute-Egypte et basée principalement sur l'utilisation de terre crue. Elle vient en contre sens des constructions actuelles de la région Sahélienne en utilisant des matériaux locaux (terre, pierre) et favorisant des impacts à la fois sur le plan économique, que sur le plan social et professionnel (formation à un métier). En outre, cette technique est facile à dupliquer et durable (toits résistants à la pluie).

Programme cofinancé par le
Département des Yvelines et
la Voûte Nubienne



Partenaire technique



« *Un habitat adapté pour le plus grand nombre.* »

Objectifs

Le projet VN-Fouta cherche à **rendre autonome le marché de la VN** au nord du Sénégal à travers un accompagnement continu en termes de formation, de suivi, et de formalisation des entreprises locales qui émergeront. Il s'agit d'un projet de vulgarisation, prévu pour 4 ans et financé par le département des Yvelines. Cette année, le Partenariat a poursuivi ses actions selon une **méthodologie de mobilisation et d'informations des acteurs** :

Favoriser une bonne communication au niveau du projet

Mise en place de **Comités de Pilotage**, du **Comité technique de Suivi** et du **Comité Régional de Développement** spécial pour le lancement du projet suivi de 4 Comités Départementaux de Développement.

Accompagner les acteurs filière

Rencontre d'une quinzaine d'entreprises pour intégrer le **processus de formation**, prise de contact et formation avec les maçons travaillant la terre, à travers la **diffusion des nouvelles techniques**.

Stimuler la demande locale et extra-locale

Sensibiliser les autorités locales à l'intérêt de la technique Voûte Nubienne et accompagner **l'intégration de la technique VN dans les politiques publiques** nationales.

L'action du Partenariat pour l'adaptation au changement climatique se concentre autour de trois thématiques principales : l'éco-construction, l'énergie et la préservation de la Mangrove de Saint-Louis.



Résultats et constructions en 2017

- * À Ganguel Soulé, l'Association pour le Développement de Ganguel (ADG) a un projet de construction d'une **bibliothèque**
- * Mission de prospection à Gouriky Koliabé pour la construction d'une **école maternelle**
- * La case de santé de Meri a été construite par une entreprise sénégalaise EHM (Entreprise de l'Habitat Moderne) avec la mobilisation de tous les acteurs (la commune, le district sanitaire de PETE, l'ARD de Saint-Louis et les populations)
- * Pour 2018, les départements de Matam et de Kanel souhaitent réaliser leurs hôtels de département en Voûte Nubienne. Les études ont été prises en charge par le Conseil Départemental des Yvelines.

Focus : les nouveaux outils

En 2017, deux outils ont été mis en place pour améliorer le suivi des projets : un **plan d'action bimensuel** ainsi qu'un nouveau modèle de **Tableau de Suivi Client**. Celui-ci permet de suivre les différentes phases :

1. Envoi de la Note d'Intention de Projet (NIP)
2. Prospection
3. Rédaction de la Note de Faisabilité de Projet (NFP)
4. Signature de la convention
5. Mise en place du Comité de Suivi
6. Etudes techniques puis lancement du chantier

Le Partenariat participe à la mise en œuvre de projets de réduction, de tri et de valorisation des déchets ménagers au Sénégal et au Maroc. L'objectif est de soutenir la mise en place de filières locales de valorisation des déchets économiquement rentables.

Objectifs des projets déchets

- * Autonomie financière et de gestion de la commune sur le volet gestion des déchets
- * Mise en place de dispositifs performants et durables



Le tri à la source permet de réduire de 80% le poids des déchets allant en décharge.

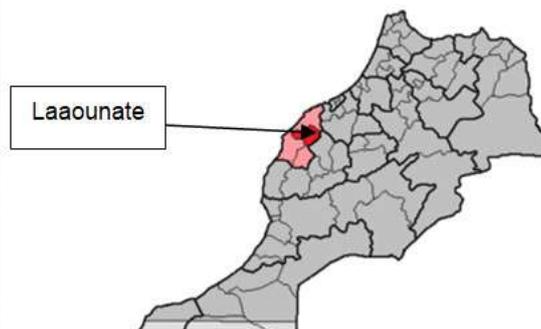
Dispositifs de collecte et valorisation des déchets sur la commune d'El Aounate (Maroc)

Contexte

Au Maroc, un Projet de Gestion Durable des Déchets est lancé depuis 2016 dans le cadre d'une convention de partenariat avec la Commune d'El Aounate, en Province de Sidi Bennour. Il s'agit d'accompagner la collectivité afin de faire émerger une solution globale et cohérente à la question de la gestion des déchets, tout en s'intégrant au maximum dans la dynamique provinciale existante. Le projet comprend notamment l'installation d'équipements et une diffusion du **procédé de biogaz** pour la gestion intégrée des déchets auprès des abattoirs de la commune.

Les réalisations à El Aounate en 2017

- * Les travaux de construction de la cuve de méthanisation aux abattoirs d'El Aounate ont été lancés cette année. Une fois ces travaux terminés, la cuve permettra de valoriser les déchets organiques des abattoirs qui, jusqu'à présent, étaient rejetés dans l'oued, constituant un problème écologique mais aussi un réel danger sanitaire. Avec cette unité, **les alentours de l'abattoir seront plus propres, les risques de maladies réduits** et les commerçants auront **accès à une énergie propre** !
- * Ce projet a également été présélectionné par le Comité Technique National du réseau AMORCE, **garantissant sa pertinence et son impact**. Cela a permis d'augmenter la visibilité autour du projet, notamment dans le cadre du dispositif « 1% Déchets » des collectivités territoriales.



Les projets de gestion des déchets

Gestion des Ordures Ménagères (GOM) dans le Département de Podor (Sénégal)

Contexte

Le cadre de la coopération décentralisée entre le Département de Podor et le Conseil Départemental des Yvelines existe depuis 2009. Le Partenariat, en raison de son expérience en gestion des déchets dans la zone nord du Sénégal, intervient en tant qu'opérateur technique.

Les 22 Communes du Département peinent à fournir à leurs administrés des services essentiels de qualité, notamment en termes de gestion des déchets. Les pratiques incontrôlées d'élimination des déchets, l'absence de collecte, entraînent un état d'insalubrité. La récupération des déchets, souvent laissée au secteur informel, représente une source importante de revenus non centralisée par les collectivités qui pourrait pourtant contribuer à structurer la filière. L'enjeu est aujourd'hui de pallier à ce déficit d'investissement qui freine la généralisation des systèmes et de renforcer les capacités des collectivités locales **et** des citoyens pour pérenniser les initiatives menées.



Les résultats à Podor en 2017

- * Les 22 Communes du Département ont entamé leur mise à niveau en **équipements et infrastructures** de GOM adaptés aux besoins et capacités de chacune.
- * Un **service public durable de gestion des déchets**, mis en place par le Service Technique Départemental est proposé aux populations à l'échelle du Département.
- * Les élus locaux, les opérateurs de service et les citoyens participent efficacement à la GOM, avec l'appui des Services Techniques, grâce à la **sensibilisation et au renforcement des capacités**.
- * Des **potentialités de valorisation** sont identifiées grâce à une expérience pilote de tri. Les conventions élaborées et ayant intégré un certain nombre de remarques et suggestions de la part des membres de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) mais également du Président du Conseil Départemental de Podor ont été envoyées pour signature (convention de rétrocession, convention technique et financière, convention cadre).

Programme cofinancé
par le Département
des Yvelines et
l'Union Européenne



Préservation des espaces naturels

Projet de préservation de la Mangrove de Saint-Louis

Contexte

La mangrove est un écosystème qui repose sur un équilibre fragile de par sa localisation à l'interface entre l'eau douce, l'eau salée, et la terre et dont l'espèce dominante est le palétuvier. Essentielle à la préservation de l'environnement, elle joue un rôle important de **stabilisateur** contre les inondations et la salinité. La mangrove est aussi le lieu de reproduction de nombreux poissons et oiseaux. Cependant, la Mangrove de Saint-Louis (la plus septentrionale d'Afrique de l'Ouest) est victime de dégradations et de perturbations qui menacent son équilibre et la survie des espèces animales et végétales qu'elle abrite. L'écosystème enregistre actuellement une perte de 9 hectares par an depuis 2007. Plusieurs facteurs entraînent cette forte **dégradation** :

- * *L'utilisation excessive du bois de palétuvier*
- * *L'exploitation intensive des ressources halieutiques (surpêche)*
- * *L'extraction de sel en grande quantité*
- * *La pression climatique (baisse de la pluviométrie)*
- * *La pollution*

Au vu de cette situation, la Commune de Saint-Louis et le Partenariat ont entamé une collaboration, avec l'appui de ses partenaires de coopération décentralisée, notamment de la Ville de Lille. Dans le cadre de ce projet, des activités de préservation de cet espace fragile sont menées avec l'appui financier du Fonds de Dotation Itancia, de Kosmos Energy et de la Fondation de Lille.



Objectifs

Le Partenariat accompagne les collectivités locales pour la **restauration**, la **préservation** et la **mise en valeur** de la Mangrove de Saint-Louis, dans une démarche de **gestion durable, intégrée et planifiée**. La sauvegarde de la Mangrove contribue à améliorer les conditions de vie des populations et des espèces animales qui y habitent.

Les interventions multiples effectuées sur la Mangrove ont permis, aujourd'hui, de mettre en place des stratégies d'accompagnement des acteurs locaux pour une meilleure gestion de la Mangrove de Saint-Louis du Sénégal. Cet écosystème s'échelonne sur trois collectivités locales frontalières : **les Communes de Saint-Louis, Gandon et Gandiole** situées dans le département de Saint-Louis.

Programme cofinancé par la Ville de Lille, le Fonds de Dotation Itancia, et le Fonds Climat de la Fondation de Lille.



Les réalisations de 2017

- * Etude diagnostique de la Mangrove par l'Agence Régionale de Développement de Saint-Louis
- * Mise en place du Cadre de Concertation Départemental pour la gestion et la sauvegarde des espaces naturels sensibles impliquant les communes de Saint-Louis, Gandon et Gandiole permettant l'élaboration d'un Plan de Développement Départemental intégrant la gestion des espaces de Mangrove
- * Soutien à 3 Groupes d'Intérêt Economique développant des microprojets générateurs de revenus liés à la préservation et à la mise en valeur de la Mangrove : GIE de Dielem'bam (Gandiole) et GIE de Bopp Thior (Gandon) - diffusion d'énergies alternatives dans la transformation de produits halieutiques, GIE de Bango (Saint-Louis) - commercialisation du biocharbon
- * Intégration au collectif des 5 Deltas et au projet européen DEMETER
- * Plantation de 9 000 pieds de filao sur une superficie de 8 ha d'aire marine protégée et de 10 000 propagule de palétuviers sur une superficie de 2 ha sur la Langue de Barbarie grâce à la collaboration avec KOSMOS ENERGY



La Mangrove de Saint-Louis perd 9 hectares de surface par an

Depuis 2017, le projet Mangrove a intégré le Projet européen DEMETER avec les différents membres du Collectif des 5 Delta afin de préserver la mangrove à l'échelle sous-régionale de l'Afrique de l'Ouest.

Le Projet DEMeTer

En 2017, le Programme de préservation de la Mangrove de Saint-Louis a connu une extension sous-régionale avec l'implication du Partenariat au Projet Diffusion d'Expériences innovantes de gestion participative - Mangroves et Territoires (DEMeTer) à travers le Collectif 5 Deltas (5Δ). Le projet 5Δ vise à accompagner les populations dans la gestion et la valorisation durable des espaces de Mangroves dans les Deltas des fleuves Sénégal, Saloum, Gambie, Casamance et Rio Cacheu. Le collectif 5Δ est constitué d'opérateurs de terrain et d'organisations internationales.

Programme cofinancé par l'Union Européenne
et l'Agence Wallonne de l'Air et du Climat



Air Climat
agence wallonne de l'air & du climat



Membres du Collectif des 5 deltas

Opérateurs de terrain :

- * APIL
- * ADWAC
- * TARUD
- * FFHC
- * ASAPID

Organisations internationales :

- * ADG
- * Kinomé
- * Concern Universal
- * United Purpose
- * COSPE
- * GRDR
- * Le Partenariat

Mise en œuvre du projet

Un atelier a été organisé à Toubacouta (au Sud de Dakar, près de la frontière gambienne) du 16 au 18 octobre 2017 par le Collectif pour étudier les conditions de mise en œuvre du projet par les différentes ONG et associations locales partenaires.

L'atelier de démarrage du projet se déroulera du 22 au 24 janvier 2018 à Palmarin afin de fixer la répartition des rôles au sein du groupe de projet.

La participation du Partenariat au PRCM

En 2017, le Partenariat a également participé au Forum du Partenariat Régional pour la Conservation Maritime en Afrique de l'Ouest (PRCM) à Conakry.

Préservation des espaces naturels : synergies d'action

La collaboration avec Kosmos Energy

Le but de la nouvelle collaboration entre le Partenariat et Kosmos Energy est d'accompagner **les communautés de pêcheurs de Saint-Louis afin d'amorcer une dynamique de lutte contre les changements climatiques à travers le financement du Projet d'Amélioration des conditions de vie des Communautés de Pêcheurs de la Langue de Barbarie**. Porté par la commune de Saint-Louis et mis en œuvre par l'ONG le Partenariat, le projet vise à réduire les vulnérabilités socio-environnementales et socio-territoriales des populations de la zone côtière de Saint-Louis qui font face à plusieurs menaces d'ordre climatique et anthropique sur une durée de 15 mois (octobre 2016-janvier 2018).

Objectifs de la collaboration

1. **Mettre** en place un dispositif durable de préservation de l'environnement
2. **Préserver** les ressources et moyens d'existence des communautés locales
3. **Améliorer** le cadre de vie environnemental et social de ce territoire regroupant plus de 80 000 personnes

Le programme-pilote d'immersion des Récifs Artificiels

Le programme cherche à apporter une solution à la problématique de raréfaction des ressources halieutiques dans la zone de Saint-Louis, due principalement à la perturbation des écosystèmes marins par l'effet des changements climatiques et la pêche artisanale intensive.

Pour y remédier, des récifs artificiels ont été immergés et superposés dans le fond marin afin de créer une « cité marine » créant un nichoir artificiel pour la biosphère marine. Près de 70% de la zone de pêche artisanale à Saint-Louis est vaseuse. La partie rocheuse, idéale pour la refuge des espèces marines, se trouve à l'entrée de l'Aire Marine Protégée (AMP). Ainsi, en concertation avec la Direction de l'AMP et les communautés de pêcheurs, les récifs ont été immergés entre les parties rocheuses et vaseuses.

Au total, ce sont 410 récifs artificiels (blocs de béton) pesant 200 kg qui ont été immergés dans l'AMP. 150 personnes dont 4 plongeurs professionnels et expérimentés, et 4 pirogues auront été nécessaires pour mettre en place cet important dispositif.



Programme cofinancé par Kosmos BP



Les journées de reboisement

En 2017, des journées de reboisement portées par l'AMP de Saint-Louis ont été menées dans le secteur de la Langue de Barbarie (zone d'érosion littorale). Lors de ces actions, 9 000 pieds de filao ont pu être plantés pour couvrir 8 hectares de l'AMP. A cette occasion, ce sont 686 acteurs qui se sont réunis pour créer une véritable ceinture verte sur la partie Sud de la Langue de Barbarie. Par ailleurs, 2 ha supplémentaires ont aussi été restaurés à Hydrobase par 15 personnes pour un total de 10 000 propagules de palétuviers.

Le but de ces actions est de créer une niche écologique additionnelle pour les poissons, les oiseaux et les crustacés. La mangrove permettra de jouer un rôle de filtration et de fixation des sédiments fluvio-maritimes sur l'espace de la Langue de Barbarie afin de réduire les risques liés aux inondations.



Contexte

La situation énergétique de la Moldavie est fragile : le pays est très dépendant des exportations de gaz de la Russie, et subit la fluctuation des prix. En 2011, la Moldavie importait 96,09% de son énergie. En milieu rural, la population se chauffe majoritairement avec du bois alors que le pays ne dispose pas d'importantes ressources forestières. Dans ce contexte, le Plan National des Actions Energies Renouvelables de la Moldavie pour 2013-2020 prévoit une part de 27% de l'énergie de chauffe et de refroidissement issue des énergies renouvelables.

Dans ce cadre, le Partenariat souhaite développer un projet d'accès à l'énergie par le procédé biogaz. Un projet-pilote a ainsi été lancé chez un ménage du village d'Horodiste, situé à 90 kilomètres de Chisinau.



Objectifs

Le programme a pour but de promouvoir la diffusion et l'utilisation des énergies renouvelables par la mise en œuvre de projets innovants et duplicables à l'échelle régionale. Le projet actuellement mené est un projet-pilote, permettant de déterminer la viabilité technique et sociale des solutions développées.

Projet-pilote d'Assainissement par le Biogaz en Moldavie

Mission de suivi de Francis Machefer

La cuve installée ayant de légers dysfonctionnements, Francis Machefer, spécialiste méthanisation du GAEC du Grand Parc, a proposé de venir bénévolement résoudre ces problèmes et effectuer des tests sur la cuve. Après trois jours de mise au point et 5 jours pour produire du biogaz à une température moyenne de 12 degrés dans le digesteur, Francis Machefer a validé le process de production de biogaz. En effet, les années d'expériences acquises au GAEC du Grand Parc ont permis à cet expert d'effectuer quelques modifications mais surtout de réaliser une montée en charge très rapide fleurant en permanence avec l'acidose. Cette acidose que craignent tous les producteurs de biogaz, Francis Machefer l'a modélisée, ce qui lui permet de s'adapter au process de méthanisation. Le biodigesteur est donc fonctionnel et il s'agira désormais de l'alimenter en matière méthanisable. Francis Machefer estime qu'il serait intéressant de poursuivre des travaux de recherche sur ce prototype.

« Je retiens de ce séjour le choc de l'immersion mais qui n'est cependant pas insurmontable. Les Moldaves sont très chaleureux et mettent un point d'honneur sur l'accueil et les traditions. Je remercie Donovan, un jeune Belge de 16 ans en situation de rupture depuis 1 mois, qui s'est investi pour apprendre le roumain et s'est formé au rudiment de la méthanisation dont il assure encore à ce jour la continuité de production en me transmettant quotidiennement les données. Je remercie Victor, le producteur Moldave qui perpétue les traditions et commence à comprendre le Français. »

Francis Machefer, expert en méthanisation



Ouverture de la nouvelle Agence de Démocratie Locale à Cimisliu en Moldavie



Le Partenariat a été sollicité pour participer à l'inauguration de la nouvelle antenne de l'Agence de Démocratie Locale (ALDA) en Moldavie, dans la ville de Cimislia. Cette rencontre a permis d'envisager de nouvelles pistes de collaboration en Moldavie. L'ALDA travaille notamment avec le réseau Solidarité Eau Europe (SEE) dans la région de Cimislia et le bassin de la Nirnova.

3. Coopération décentralisée et renforcement du processus de décentralisation

En dehors de ses activités en tant qu'ONG, le Partenariat mène également des actions d'appui aux collectivités locales en accompagnant les processus de décentralisation en vue d'améliorer la gouvernance locale.

En 2017, le Partenariat est intervenu au Sénégal, au Maroc et en Guinée pour mettre en œuvre des actions de coopérations décentralisées sur diverses thématiques:

- * Fiscalité
- * Gouvernance
- * Développement économique local
- * Santé et action sociale
- * Gestion de l'environnement et résilience au changement climatique

ODD 2015-2030

Dans le cadre de ses programmes d'appui à la coopération décentralisée, le Partenariat contribue à l'atteinte de l'ODD 11 pour la durabilité des villes et des communautés par l'amélioration de la gouvernance locale.





Rencontre entre la délégation du SICOVAL , le Partenariat et les autorités de la Commune de Labé

La coopération entre le SICOVAL et la Commune de Labé

En 2017, la coopération décentralisée historique entre la Communauté d'agglomération du Sud-est toulousain (SICOVAL) et la Commune de Labé en Guinée a repris un nouvel élan suite à un arrêt de 3 ans. Pour cette occasion, une délégation du SICOVAL s'est rendue à Labé en avril 2017 afin de discuter du nouvel accord de coopération.

A cet égard, la nouvelle convention de partenariat tripartite prévoit que le Partenariat devienne opérateur pour ces deux collectivités.

Une délégation du SICOVAL s'est rendue en Guinée en avril 2017 dans le cadre d'une mission de visite à leur partenaire à Labé.



Les thématiques du nouvel accord

- * L'appui à la Commune de Labé dans la planification des actions
- * Le Développement des actions Eau-Hygiène-Assainissement dans la Commune et dans les écoles (dans le cadre du PAEMS)
- * La préservation du bassin de Touri, qui alimente la Commune de Labé en eau potable.

« **Les activités menées suivent les orientations de développement définies à l'échelle nationale, régionale et locale.** »

Coopération entre Saint-Laurent-Blangy & Rosso

Contexte

Depuis 2004, les communes de Rosso et de Saint-Laurent-Blangy tissent des relations de coopération basées sur la solidarité, la réciprocité et le rapprochement des deux peuples. Le programme de coopération décentralisée (2016-2017) est orienté autour des actions suivantes :

- * **Gouvernance locale** : appui à la mise en place et au renforcement de capacité de la commission de fiscalité locale ; appui au recensement et au recouvrement de l'assiette foncière et taxes communales
- * **Développement économique local** : appui à la filière maraîchage et transformation ; renforcement des capacités des acteurs de la filière maraîchère
- * **Développement durable et changement climatique** : promotion de la filière biogaz à Rosso et au Sénégal, promotion de l'énergie solaire, éducation à l'environnement dans les écoles de Rosso.



Visite de la Commune de Rosso lors de la mission-terrain de l'équipe du siège au Sénégal en novembre 2017

Programme cofinancé par Saint-Laurent-Blangy, le Fonds franco-sénégalais et le SICOVAL.



Rosso

Localisation: Région de Saint-Louis, SENEGAL
Nombre d'habitants: 10 717



Saint-Laurent-Blangy

Localisation: Région Nord-Pas de Calais, FRANCE
Nombre d'habitants: 5619



Ce programme est soutenu financièrement par le dispositif conjoint franco-sénégalais en soutien à la coopération décentralisée, la Commune de Rosso et la Ville de Saint Laurent Blangy regroupant le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères (MEAE) et le Ministère de la Gouvernance Locale, du Développement et de l'Aménagement du Territoire (MGLDAT).

La coopération décentralisée au Sénégal

Le projet GUFL

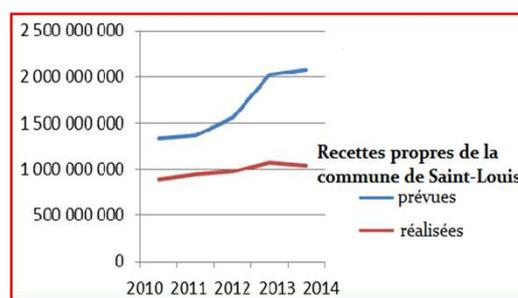
Contexte

Le projet « *Gouvernance Urbaine et Fiscalité Locale* » (GUFL) est un projet Fonds Social Prioritaire (FSP) Mobilisateur concernant 6 pays d'Afrique de l'Ouest et financé par le MAEE. Au Sénégal, le projet porte sur l'appui à la commune de Saint-Louis, et vise plus spécifiquement l'amélioration des finances locales. En effet, ce projet doit permettre aux autorités communales de considérer les voies et moyens permettant d'engager la collectivité locale dans un processus durable d'amélioration de ses finances et de sa gestion afin qu'elle soit en mesure d'assumer les compétences qui lui ont été transférées et de pourvoir aux principaux besoins de base de sa population .



Diagnostic initial

En début de projet, un diagnostic financier complet de la collectivité a été réalisé: afin de mener à bien le projet et de pointer les différents problèmes qui pénalisent les finances locales de la Commune de Saint-Louis: déficit de coordination et de concertation entre acteurs concernés, faible taux de recouvrement de l'impôt foncier (13,4%), non-maîtrise de l'assiette fiscale due à l'absence de recensements périodiques.



Objectifs

1. Améliorer la coordination et la concertation entre acteurs
2. Améliorer le niveau de prélèvement de l'impôt foncier
3. Appuyer les efforts de la commune dans la mobilisation des taxes communales

	Activités	Résultats obtenus
Axe 1	<ul style="list-style-type: none"> * Mise en place du comité local de suivi et de la Commission de la Fiscalité Locale * Formation des commissaires sur leurs rôles et les outils de la fiscalité foncière 	<ul style="list-style-type: none"> * Un cadre de concertation et d'échange entre la Commune et les services techniques (CSF, RPM) * 1^{ère} réunion de la CFL du Sénégal devant servir de référence aux autres communes du pays
Axe 2	<ul style="list-style-type: none"> * Recensement de 3834 parcelles * Mise à jour de la base données 	<ul style="list-style-type: none"> * 582 nouveaux contribuables ont été enrôlés dans la pré matrice de 2017
Axe 3	<ul style="list-style-type: none"> * Elargissement de l'assiette fiscale des taxes communales * Mise à jour de la base de données 	<ul style="list-style-type: none"> * Augmentation du budget communal de 10,7% en valeur relative, soit 234 454 636 F CFA en valeur absolue
Axe 4	<ul style="list-style-type: none"> * Organisation d'émissions radio et de réunions locales de sensibilisation 	<ul style="list-style-type: none"> * Meilleur consentement et meilleure connaissance des populations sur l'impôt et les taxes locales

Le Pôle Gaïa





Le Centre Gaïa a été créé en 2006 par le Partenariat, avec l'appui de l'association « Studio Globo », partenaire belge de longue date et acteur reconnu dans le domaine de l'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale. Unique en France, le Centre Gaïa propose différentes activités dans une démarche de pédagogie active adaptée aux publics avec notamment des ateliers d'immersion de la maternelle à l'âge adulte et des formations destinées aux enseignants.

♦ **L'ECSI sur le territoire français**

p. 44

- * Les actions du Centre Gaïa dans les Hauts-de-France
- * L'ECSI en France : synergie d'actions

♦ **Les projets européens du Centre Gaïa**

p. 50

- * Global Schools
- * Les projets européens en 2017
- * L'ECSI à l'échelle européenne

♦ **Les actions Nord-Sud du Centre Gaïa**

p. 56

- * L'appui aux porteurs de projets

Contexte

Depuis 12 ans, le Centre Gaïa inscrit son action en faveur de l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) et sensibilise les populations du Nord aux questions de développement, des inégalités Nord-Sud et au développement durable.

En tant qu'organisation d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale, la volonté d'action du Partenariat au niveau global et sa capacité d'impact résident dans la mise en œuvre d'actions de sensibilisation/formation à l'égard des populations du Nord, afin qu'elles puissent être porteuses de la lutte contre les inégalités au Nord et au Sud.

Les enjeux soulevés par le Partenariat visent :

- * La formation de citoyens avertis et concernés par les enjeux du monde actuel et conscients de leur rôle et de leur responsabilité dans la réduction des inégalités
- * L'appui et le soutien aux politiques publiques pour la réalisation des Objectifs du Développement Durable
- * L'accroissement du sentiment d'appartenance à l'Union Européenne

Nos principales cibles

Le public ciblé se distingue en deux principaux groupes :

- * Les publics à sensibiliser : les enseignants, les enfants et jeunes de la maternelle au lycée, les étudiants, les encadrants d'établissements spécialisés, les associations de parents d'élèves, les porteurs de projets de solidarité internationale (lycéens, jeunes, associations), les éducateurs de structures sociales, les jeunes et adultes dans le cadre des structures extrascolaires, les adultes, le public intergénérationnel.
- * Les acteurs relais en France et en Europe : les associations de solidarité internationale, les ONG d'autres pays européens et du Sud, les réseaux locaux/nationaux/internationaux d'ECSI, les collectivités locales.



Le Centre Gaïa : rappel des actions

Convention avec l'Agence Française de Développement

En 2017, le Centre Gaïa a finalisé un programme de trois ans financé par l'AFD.

Objectif global de notre programme :

Contribuer à l'émergence d'une société juste et solidaire où les citoyens sont actifs, responsables et engagés pour la préservation de la planète et l'avenir de l'humanité.

Objectifs spécifiques :

- * Développer et améliorer les activités d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale du Centre Gaïa.
- * Renforcer et développer la dynamique partenariale d'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale au sein des territoires d'intervention.

Les résultats que nous cherchons à atteindre au travers de nos actions sont multiples :

- * La compréhension et la prise de conscience des enjeux et problématiques de la solidarité internationale est accrue chez 20 000 enfants, jeunes et adultes de la Région Hauts-de-France grâce à nos programmes.
- * La qualité d'intervention et de la démarche pédagogique du centre Gaïa est renforcée.
- * Des démarches et outils innovants sont introduits par le Centre Gaïa au service de d'ECSI.
- * Nos partenaires augmentent leurs compétences, notamment dans le domaine du travail avec les collectivités locales et participent au renforcement de la dynamique "intra- et inter-territoires" d'ECSI.
- * Les échanges régionaux, nationaux, européens et internationaux viennent enrichir les pratiques et la réflexion des structures et des acteurs d'ECSI sur leur territoire respectif.
- * Les compétences des porteurs de projets de solidarité internationale sont accrues sur le territoire des Hauts-de-France.



1. L'ECSI sur le territoire français

Ateliers d'ECSI en direction du public scolaire

Depuis douze ans, le Centre Gaïa propose aux enfants et jeunes de la Région Hauts-de-France des activités et outils ludiques et innovants pour appréhender les questions délicates de développement, de pauvreté, d'inégalité ou encore de développement durable. L'activité phare du Centre Gaïa est l'atelier d'immersion, où les enfants du CE2 à la 5^{ème} découvrent la réalité de la vie quotidienne des habitants du Sénégal grâce à des décors d'une ville et d'un village reconstitués grandeur nature. Cette immersion permet un jeu de rôle et une meilleure compréhension des richesses et des difficultés rencontrées par les habitants de ce pays. Basés sur le principe de pédagogie active, les ateliers d'immersion permettent aux enfants et aux jeunes d'apprendre par l'expérimentation et par l'identification. L'empathie développée à l'égard des personnages facilite l'ouverture vers l'autre et la compréhension.



Optimisation et mise à jour des outils pédagogiques

Les activités pédagogiques dispensées par le Centre Gaïa sont en constante adaptation afin d'en augmenter les effets chez le public cible. Que ce soit l'adaptation dans le fond, pour coller davantage aux évolutions des problématiques du monde actuel ou l'adaptation dans la forme, pour rendre les outils plus attractifs et agréables à utiliser. L'amélioration des outils du Centre Gaïa se fait toujours en consortium entre les salariés, la commission ECSI et des professeurs, qui participent aux tests et valident les nouvelles activités.

La compréhension et la prise de conscience des enjeux et problématiques de la solidarité internationale est accrue chez 20 000 enfants, jeunes et adultes de la Région Hauts-de-France.

A travers la réflexion interne et la qualité d'intervention, la démarche pédagogique du Centre Gaïa est renforcée.

Plan stratégique d'évolution du centre Gaïa

Suite à l'évaluation des activités du Centre Gaïa en 2014, des recommandations ont été faites afin d'améliorer le fonctionnement et la nature de nos activités. En parallèle, un travail interne sur les valeurs a permis de redéfinir les orientations et la démarche pédagogique du Centre Gaïa.

Ainsi, une réflexion a été entamée par les salariés et les personnes ressources pour prendre en compte les recommandations de l'évaluation et les lignes directrices et priorités identifiées. Un plan d'action a été rédigé et est mis en place depuis.

Démarche de suivi-évaluation et des mesures d'impact des activités phares du centre

L'une des recommandations principales de l'évaluation des activités du Centre Gaïa est la mise en place d'une démarche de suivi-évaluation quotidienne des activités. En effet, le Centre Gaïa avait déjà réalisé des études d'impact à plusieurs reprises, mais aucune démarche de suivi quotidien n'était mise en place, jusqu'à présent, par manque de temps et de connaissances des salariés.

Ainsi, des questionnaires d'évaluation post-activité sont proposés pour chaque atelier et remplis par les professeurs. Une tablette numérique est dédiée à l'évaluation des activités se déroulant au Centre Gaïa et permet aux professeurs de remplir le questionnaire en ligne, lors du voyage retour du Sénégal, en avion. Ceci permet de traiter directement les réponses, diminuant ainsi le temps de travail des salariés.

En 2017, 323 activités ont été menées auprès de 7 108 personnes (5 704 publics jeunes et 1 404 adultes et tout public).



*Des outils et démarches innovants sont introduits
par le Centre Gaïa au service de l'ECSI*

Retour d'expériences des professeurs sur les ateliers d'immersion

« C'était très bien. C'est bien d'avoir du temps pour la fête et pour le retour sur l'activité »

« Bravo et merci. Toujours aussi super. Un grand moment de bonheur pour les enfants comme les adultes »

« Super, très bon accueil et ateliers très pédagogiques »

« Mise en situation exceptionnelle ! »

« Très bien fait. On s'y croirait ! Les élèves ont vraiment joué le jeu et ont beaucoup apprécié l'activité. »

« L'atelier était excellent, les élèves ont été très enthousiastes, se sont montrés solidaires et très heureux de cette découverte »

« Bravo pour ces reconstitutions et les problématiques à la hauteur des réflexions des enfants et d'un réel investissement de leur part »

Les retours pour l'année 2017 sont très encourageants. Ainsi, 97% des professeurs se disent "très satisfaits" et 3% "satisfaits" du scénario de l'atelier d'immersion. 88% des ateliers sont réalisés dans le cadre d'un projet de classe, et 97% des professeurs comptent poursuivre le travail sur la solidarité internationale et/ou la citoyenneté suite à l'atelier.

Dispositifs de formation

Des formations pour animateurs, professeurs et volontaires en Service Civique sont développées et mises en place, dans le but de renforcer la capacité des participants, en terme cognitif, sur l'ECSI et les problématiques de développement afin d'impulser et de favoriser l'intégration de ces thématiques dans les apprentissages des jeunes.



Réalisations en 2017

- * 3 formations à destination des enseignants
- * 8 journées de formation civiques et citoyennes, ont été mises en place

Les activités du Centre Gaïa dans les Hauts-de-France

Création d'un atelier itinérant sur la mondialisation

Depuis plusieurs années, un travail de réflexion sur la mondialisation est en cours et a permis la création d'un atelier de deux heures sur cette thématique à destination des lycéens et étudiants. Ainsi, quatre animations dans les lycées de la région ont été réalisés en 2017.

Notre volonté est de développer cet atelier, pour en faire un atelier interactif et itinérant, à l'image du premier atelier « vie quotidienne au Sénégal » qui avait été conçu sous la forme d'un atelier itinérant, avant d'être transformé en atelier d'immersion.

Réalisations en 2017

En parallèle de nos ateliers existants, une réflexion plus concrète a été menée en 2017 sur le fond et la forme de cette activité axée sur la production de jus d'orange au Brésil. Cet atelier itinérant, en cours de création, sera finalisé et testé durant l'année 2018.

Ce projet a été lancé en septembre 2016, suivi par une première réunion en octobre à Lille avec la participation de l'ensemble des partenaires. Les différentes activités ainsi que les mobilités étudiantes ont été planifiées jusqu'à la fin du projet en 2019.



Cette année, le centre a également participé à la fête de quartier de Lille-Sud le 19 mai 2017, à destination du grand public (113 personnes touchées).

L'ECSI en France : Synergies d'actions



Deux séances d'animation ont été créées. La première propose, par un jeu et un travail d'écriture, de découvrir différents parcours migratoires. Les élèves peuvent ainsi découvrir les notions de migrations économiques, environnementales, politiques, le droit d'asile... Les élèves écrivent les histoires de différents migrants et ajustent leurs récits, en découvrant des indices au fur et à mesure du déroulement du jeu.

La seconde séance permet aux élèves de découvrir 5 supports médiatiques qui traitent du thème des migrations. Par un système de questions et d'étapes réparties entre plusieurs équipes, les élèves doivent décrypter les articles ou les différents supports médiatiques et trier les informations.

Ces séances ont été testées par ADOS en Drôme et par le Partenariat dans la région Hauts-de-France. Pour ces séances tests, une partie des équipes de chaque association s'est déplacée pour travailler en commun sur le sujet. Suite à ces tests, des ajustements ont été réalisés.

Ces deux séances ont été finalisées et testées en 2017, et la première animation a eu lieu en février 2018. Un livret pédagogique d'accompagnement sera remis à l'enseignant à chaque fin d'animation.

L'atelier « ça presse ! »

A partir d'un diagnostic des besoins en outils des deux structures et de leurs publics cibles, les animateurs du Partenariat et d'ADOS ont travaillé conjointement sur la création d'un outil pédagogique à destination des classes de 4ème, portant sur les médias et la mobilité. Suite à un travail en commun lors d'une formation en 2015 entre ADOS et le Partenariat, les termes de référence d'un outil pédagogique à créer en commun ont été définis. Sur cette base, l'outil pédagogique a été développé sur l'année 2016 et finalisé en 2017.

L'animation traite des mobilités à travers le monde, et du traitement de ce sujet par les médias. Les objectifs pédagogiques sont les suivants :

- * Travailler sur les représentations et les préjugés liés à la mobilité
- * Connaître les différents types de mobilités et les raisons de la mobilité
- * Prendre conscience qu'un support peut être interprété de façons différentes
- * Apprendre à reconnaître les différents médias et les différents points de vue des médias sur la mobilité



Les partenaires augmentent leurs compétences, notamment dans le domaine du travail avec les collectivités locales et participent au renforcement de la dynamique "intra- et inter-territoires" d'ECSI.

La collaboration avec ADOS et Cap Solidarités



Dans le cadre de ses actions, le Centre Gaïa mène des activités en collaboration avec les associations ADOS et Cap Solidarités.

En 2017, nous avons continué la mise en place de notre action en lien avec les collectivités territoriales : "encourager la citoyenneté mondiale sur les territoires". Celle-ci a pour but d'identifier des pratiques innovantes d'ECSI mises en place par les collectivités sur le territoire des Hauts-de-France et de la Drôme-Ardèche, mais également de déceler les freins et les obstacles.



Les interventions en 2017

Suite au diagnostic, une structure (collectivité territoriale) a été identifiée sur les deux territoires d'intervention pour bénéficier d'un accompagnement sur le long terme, dans la mise en place d'un programme d'actions d'ECSI. En région Hauts-de-France, ce travail s'est déroulé en 2017 avec la Communauté d'Agglomération du Pays de Saint Omer.



Organisation de restitutions publiques sur les territoires

En décembre 2017, des restitutions publiques croisées entre les territoires (Drôme-Ardèche et Hauts-de-France), ont permis d'impulser un partage d'expériences entre acteurs.

2. Les projets européens du Centre Gaïa

Global Schools

Le projet européen « **Global Schools, des classes ouvertes sur le monde** » s'est poursuivi en 2017. Ce projet vise à promouvoir l'ECSI à l'école élémentaire et les échanges entre professeurs dans 10 pays européens. Au niveau français, le Centre Gaïa et la Ville de Dunkerque sont partenaires de ce projet. La Ville de Lille est associée au projet sur certaines activités.

Pendant l'année 2017, des formations sur l'ECSI ont été dispensées à Dunkerque et à Lille pour des enseignants, des futurs enseignants, des associations de solidarité internationale et des animateurs qui interviennent pendant les temps périscolaires.

En janvier 2017, 10 animateurs de la Ville de Dunkerque et de la Ville de Lille ont participé à une formation sur l'ECSI. L'objectif de la séance était notamment de leur permettre de partager leurs expériences et leurs pratiques dans le domaine de l'ECSI pour les temps périscolaires.

Des formations pour les futurs enseignants ont été mises en place à l'ESPE sur le site de Villeneuve d'Ascq pour introduire l'ECSI dans le métier d'enseignant en primaire : 3 sessions ont été organisées en novembre et décembre 2017 pour 47 étudiants.

En septembre, novembre et décembre 2017, 2 sessions de formations ont été mises en place pour des enseignants en fonction (22 enseignants).



Les échanges régionaux, nationaux, européens et internationaux viennent enrichir les pratiques et la réflexion des structures et des acteurs d'ECSI sur leur territoire respectif.

Participation à des rencontres européennes, entre partenaires et publics cibles d'ECSI

Dans le cadre du projet Global Schools, le Centre Gaïa a participé à plusieurs rencontres européennes courant 2017 :

- * Deux réunions de coordination du projet (Prague en République Tchèque en avril 2017 et Vienne en Autriche en octobre 2017).
- * Un comité des experts internationaux à Dunkerque du 17 au 19 mai 2017 qui s'est penché sur la rédaction d'une charte sur l'ECSI et sur une introduction pour les outils pédagogiques développés dans le cadre de Global Schools.

En mai 2017, le Centre Gaïa a organisé en Partenariat avec la Ville de Dunkerque un événement de clôture de la deuxième année du projet « Global Schools : des classes ouvertes sur le monde ». Cette restitution des projets d'année menés par 7 classes du dunkerquois a regroupé 160 enfants et 22 adultes (élus, artistes, experts du projet, ONG ...).

Sur le plan national, le Centre Gaïa est membre du Conseil d'administration de la plateforme nationale d'ECSI Educasol. A ce titre, il participe de manière active aux différentes activités de la plateforme (journées Educasol, publications, groupes de travail, lobbying...) et plus particulièrement au groupe de travail Europe.

Collaboration avec la Province de Saragosse

Un partenariat a également été mis en place avec la Province de Saragosse en Espagne, afin d'organiser des échanges de professeurs entre les deux pays. La venue d'un groupe de 10 enseignants espagnols a été préparée pendant toute l'année. Leur séjour s'est déroulé en février 2017. Des enseignants français ont été sensibilisés et recrutés en 2016 pour accueillir des enseignants espagnols dans leurs classes et pour leur présenter leurs projets d'ECSI. Certains de ces enseignants français ont participé au voyage retour en octobre 2017. Cet échange a permis de découvrir de nouvelles pratiques d'enseignements, de rencontrer des ONG qui mènent des projets en partenariat avec des écoles, des organisations d'école variées (classes unitaires, classes multi-niveaux ...).

Le groupe d'experts du projet Global Schools a continué ses rendez-vous réguliers, pour conseiller et orienter les chargés de missions du projet dans la mise en place des activités au niveau français et notamment sur la création du nouvel outil pédagogique. Les réunions se sont tenues au Learning Center de Dunkerque ou au Centre Gaïa aux mois de janvier, mars, mai, juin et octobre 2017. Ce groupe est composé d'enseignants, de membres d'ONG, de membres de collectivités, de chercheurs et de formateurs.



Le projet Education au Développement Durable : *Make it Work*

EDD:MIW est un projet ERASMUS + qui s'adresse à des élèves de 14 à 18 ans dans trois pays d'Europe (France, Allemagne, Pologne) sur la période 2017-2020. Il vise à sensibiliser les élèves aux enjeux climatiques, de biodiversité et aux controverses qu'ils suscitent.

Les partenaires du projet sont le Rectorat de l'académie de Lille (Délégation Académique aux Relations Internationales et à la Coopération), le GIP-FCIP de l'académie de Lille, la Fondation Good Planet, la Fondation des Sciences Politiques de Paris, le Service audiovisuel de la Communauté d'Universités et Etablissements Lille Nord de France, le Partenariat, le collège de l'Europe d'Ardres, le Gymnasium Augustum-Annen de Görlitz et le lycée Kopernikade Katowice. Il s'agit, dans le cadre d'un projet ERASMUS +, de développer, mutualiser et pérenniser les actions pédagogiques du projet Climat_Klima_Klimat (partenariat solidement établi depuis 2012) et de créer des outils pédagogiques permettant la diffusion de la méthodologie « Make It Work » dans d'autres établissements européens.



Etapas de mise en œuvre

Le projet pédagogique se décompose en deux temps :

- * Durant toute l'année scolaire, les élèves réalisent des recherches sur le dérèglement climatique en lien avec leur partenaire allemand ou polonais. Ces recherches sont un préalable indispensable pour les préparer à la conférence européenne plurilingue (en français, anglais et allemand) sur le modèle des négociations internationales sur le climat, comme la COP 21.
- * Au cours de la conférence européenne, les élèves incarnent l'acteur sur lequel ils ont travaillé : soit un Etat, soit un acteur non étatique (une ONG), soit un acteur non humain (les coraux, les tortues marines...). Pendant trois jours de négociations en assemblée plénière et en commissions, ils doivent parvenir à un consensus afin de rédiger des résolutions en français et en anglais, lesquelles sont ensuite envoyées à la Convention cadre des Nations Unies sur le réchauffement climatique.



Les projets européens du Centre Gaïa en 2017

L'édition 2017 du projet MIW

Du 1^{er} au 4 mai 2017, la conférence s'est tenue au Comité des Régions à Bruxelles. Les débats, centrés sur la **préservation de la biodiversité marine** ont été très riches, ce qui a permis d'aboutir à des résolutions particulièrement pertinentes. Les objectifs pédagogiques visés ont été largement atteints : rendre les savoirs vivants (apprendre en faisant, en parlant, en jouant), consolider les connaissances sur le changement climatique et la biodiversité par immersion dans les simulations de négociations climatiques, argumenter en défendant les intérêts de l'acteur incarné, gagner en aisance dans l'expression orale en langue étrangère.

Afin de préparer la conférence européenne de 2018 à Katowice et les activités du projet jusqu'en 2020, les partenaires du projet se sont rencontrés à Görlitz du 7 au 10 novembre 2017. Diverses questions ont été abordés comme le cadre juridique, administratif et financier, les responsabilités de chaque partenaire, le plan de dissémination, la programmation des activités, les modalités de communication entre les partenaires et vers l'extérieur, le suivi de la qualité du projet. Des activités de formation ont suivi, d'abord sur les simulations de négociations climatiques et la cartographie des controverses puis la conception et réalisation d'un film à visée pédagogique.

Le projet Citizen School : Création d'un jeu sérieux digital

Dans le cadre du **projet Citizen School**, financé par l'Union Européenne, le Partenariat s'est associé avec quatre structures dans le but de créer un outil numérique original adapté aux lycéens. Celui-ci sera ensuite diffusé gratuitement aux professeurs de lycées afin qu'ils puissent sensibiliser leurs élèves à la citoyenneté et à l'interculturalité.

Pour ce faire, le Partenariat travaille de concert avec deux universités (Dundalk Institute of technology - Irlande et Artesisplantijn Hogeschool Antwerpen - Belgique) ainsi que deux autres associations (Studio Globo - Belgique, Stedenband Haarlem-Mutare - Pays-Bas), afin de développer un Serious Game. Ce jeu, basé sur le principe de la pédagogie active (learning by doing), permettra de mettre en situation les élèves via des jeux, des travaux en groupe et des débats de façon ludique.

Cet outil sera pensé et créé par des étudiants de diverses formations : programmation informatique, travailleurs sociaux et sciences de l'éducation, lors de deux mobilités étudiantes. Accompagnés par leurs professeurs ainsi que par les associations partenaires, les étudiants se chargeront de développer le fonds ainsi que la forme de ce Serious Game.



L'ECSI à l'échelle européenne

Le projet GIGS (GLOBAL ISSUES GLOBAL SUBJECTS)

GIGS est un projet EuropeAid d'ECSI pour la période 2017-2020. Il vise à promouvoir l'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale dans l'enseignement secondaire, notamment par l'inclusion des Objectifs de Développement Durable et des questions globales sensibles¹ dans les matières enseignées (mathématiques, anglais, histoire-géographie).

¹Les sujets retenus comme « questions globales sensibles » sont les **migrations**, le **dérèglement climatique** et **l'égalité des genres**

« C'est une opportunité unique pour les enseignants intéressés par les Objectifs de Développement Durable et les questions globales de s'engager sur ces sujets, notamment grâce à des formations. Nous espérons atteindre 200 enseignants du secondaire et plus de 700 000 élèves à travers toute l'Europe. »

Della Rea, chef d'établissement et enseignante retraitée, directrice de ScotDEC (centre d'ECSI écossais partenaire du projet).

Perspectives du projet

Au cours des 3 ans du projet, les activités permettront de :

- * Doter les enseignants du secondaire d'outils pédagogiques qui les aideront à enseigner ces questions
- * Accompagner les élèves dans la mise en œuvre d'actions pour un monde plus juste, plus inclusif, plus solidaire et plus durable

Les partenaires de GIGS

Les partenaires sont des ONG ou centres d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale :

- * Center for Citizenship Education (Pologne), chef de file du projet
- * le Partenariat (France)
- * Sudwind (Autriche)
- * ARPOK (République tchèque)
- * Leeds DEC (Angleterre)
- * SCOTDEC (Ecosse)
- * Anthropolis (Hongrie)
- * ACS (Italie)
- * People in Need (Slovaquie)
- * Humanitas (Slovénie)



**GLOBAL ISSUES
GLOBAL SUBJECTS**

CLAE (Critical Literacies and Awareness in Education) est un projet Erasmus + (2017-2019)

A l'origine, trois collectivités locales norvégiennes et l'université de Stavanger ont souhaité développer un projet lié à l'amélioration de la qualité de l'enseignement, de l'apprentissage et des politiques éducatives en temps scolaires et périscolaires, en collaboration avec trois collèges de Dunkerque.

Objectifs du projet :

- * Mettre en place des projets comparatifs liés aux pratiques éducatives en France et en Norvège.
- * Développer un projet de collaboration visant à améliorer la qualité de l'enseignement et l'apprentissage dans les classes.
- * Développer des outils et des techniques en fonction des disciplines des enseignants, afin d'encourager la réflexion et la pensée critique chez les élèves.



Lancement du projet CLAE

Le séminaire de lancement s'est déroulé à Stavanger (Norvège) du 20 au 24 mars 2017. Il a notamment permis de :

- * Présenter le cadre théorique du projet sur les trois années
- * Visiter les classes norvégiennes participantes au projet et observer les méthodes d'enseignement des professeurs
- * Réfléchir à ce que « être enseignant » signifie en Norvège/France
- * Échanger sur l'introduction de la thématique de l'esprit critique dans le cadre de chaque matière représentée (français/histoire-géographie/anglais LV1)
- * Discuter des rôles de chacun dans le projet



3. Les actions Nord-Sud du Centre Gaïa

Appui au développement de l'ECSI au Sud

Cette activité est en cours depuis plusieurs années au Sénégal, en partenariat avec ADOS. En 2017, quatre établissements scolaires de Saint-Louis, Matam et Aéré Lao ont été mis en lien et coopèrent, afin de mener un projet commun avec leurs élèves sur le développement durable. Les professeurs se sont rencontrés à plusieurs reprises durant l'année scolaire et une rencontre a également été organisée entre certains élèves.



Mise en œuvre de la démarche d'appui aux porteurs de projets

La démarche d'accompagnement, définie dans les années précédentes, a été formalisée et insérée dans le livret d'accompagnement des porteurs de projets. Les conventions d'accompagnement sont utilisées pour chaque porteur de projet.

Les supports pédagogiques d'accompagnement créés et perfectionnés au jour le jour sont systématiquement utilisés : les modules de formation au montage de projets et trois livrets d'accompagnement. Ces guides reprennent le parcours d'accompagnement, les offres de formation et leurs objectifs, et contiennent une base de documentation ainsi qu'un outil de suivi d'accompagnement.



FOCUS: Rencontre des porteurs de projets

Les porteurs de projets prennent contact par mail ou par téléphone. Une fiche de renseignements leur est demandée et un rendez-vous est fixé rapidement pour une première rencontre. Le travail de suivi est ensuite adapté aux possibilités de déplacements et aux besoins des personnes. Le suivi se fait en grande partie par mail, par téléphone, et lors des temps de formations collectives.



Information sur l'existence du dispositif

Le Partenariat a réalisé une plaquette de présentation de l'appui aux porteurs de projet exposant la démarche d'accompagnement. Elle est notamment disponible sur le site internet du Partenariat.

Les porteurs de projets peuvent également être orientés vers le Partenariat par notre partenaire Lianes Coopération. Ce réseau régional d'information et d'appui centralise les diagnostics réalisés par l'ensemble des structures d'accompagnement de projets des Hauts-de-France, et les oriente vers la structure la plus adaptée pour leur projet. Les projets développés dans les régions de Saint-Louis sont ainsi redirigés vers le Partenariat.

Enfin, certains porteurs de projets prennent connaissance de notre association suite à un voyage au Sénégal, par le biais de relations (amis, collègues...) ayant déjà été accompagnés par le Partenariat, ou lors du Forum des associations solidaires de l'Université Catholique de Lille, auquel le Partenariat participe chaque année.

Déroulement de l'accompagnement

Un accompagnement en **9 étapes** a été défini :

1. Rencontre préalable : le porteur de projet expose son projet
2. Penser le projet et faire un diagnostic : de l'idée à l'émergence du projet, réflexion, questions de faisabilité, validation du projet et signature des conventions
3. Conseils et documentation sur le montage et le suivi de projet
4. Mise en relation avec des partenaires locaux
5. Orientation vers les partenaires techniques et financiers
6. Aide au montage de dossiers (projet et demande de financements)
7. Formations avant le départ
8. Appui logistique et organisationnel pour la mise en œuvre du projet sur place
9. Débriefing au retour, appui à la restitution, actions de sensibilisation, bilan auprès des bailleurs

Les compétences des porteurs de projets de Solidarité Internationale sont accrues sur le territoire des Hauts-de-France.

Projets réalisés en 2017

- * MECS (Maisons d'Enfants à Caractère Social) de Sally la Bourse - Chantier de solidarité au sud de Dakar.
- * CIED St Omer - Rénovation d'un lycée à Kaolack.
- * Association Tut solidère - Animation auprès de l'école maternelle du Nord et à la Case des tout-petits de Pikine.
- * Baobab (ingénieurs HEI) - Construction d'une salle de classe à l'école Pont Diawdoune en remplacement des abris provisoires.
- * CS Blanc Riez–Restauration de la mangrove de Bango et activités de sensibilisation.
- * SESSAD des Papillons Blancs - Découverte du Sénégal et sensibilisation à la musique.
- * SESSAD des Papillons Blancs - Découverte du développement durable et sensibilisation aux matériaux de récupération.

Tableau récapitulatif	2017
Nombre de groupes rencontrés ou contactés :	19
dont projets en France	0
dont projets au Sénégal	19
Projets réalisés :	7
dont projets en France	2
dont projets au Sénégal	5
Nombre de projets en cours de montage :	3
dont projets en France	0
dont projets au Sénégal	3
Nombre de jeunes Français partis au Sénégal	56
Nombre de jeunes Sénégalais accueillis en France	0



L'appui aux porteurs de projets



Participation à des événements

En 2017, le Centre Gaïa a participé à plusieurs événements afin de communiquer sur son accompagnement et promouvoir ce pôle :

- * Forum de la mobilité (auberge de jeunesse Stéphane Hessel) le 17 mai 2017 : 10 personnes touchées.
- * Forum des associations à l'ESJ de Lille le 10 octobre 2017: 12 personnes touchées.
- * Forum Cap sur le monde au siège du Conseil régional de Lille le 13 octobre 2017 : 7 personnes touchées.
- * Bibliothèque de la mobilité humaine au Parc d'Ohlain le 16 novembre 2017 : 42 personnes touchées.
- * Le festival des solidarités le 17 novembre 2017 : 24 personnes touchées.

Partenaires

Nos actions et réalisations en France, au Sénégal, au Maroc et en Guinée sont le fruit de concertations et de collaborations avec de nombreux acteurs : institutionnels, financiers, associatifs, universitaires, etc.

L'équipe du Partenariat tient à remercier l'ensemble de ses partenaires pour leur confiance et leur soutien aux différents projets que nous menons.

Nos partenaires au Nord :

- ◆ Le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères
- ◆ L'Agence Française de développement
- ◆ L'Union Européenne
- ◆ L'Agence du Service Civique
- ◆ L'Agence Erasmus+
- ◆ L'Agence de l'Eau Artois-Picardie
- ◆ La Commune de Saint-Laurent-Blangy
- ◆ La Communauté d'Agglomération de Saint-Omer et l'Agence d'Urbanisme du pays de Saint-Omer
- ◆ La Ville de Paris
- ◆ Département des Yvelines
- ◆ La Métropole Européenne de Lille
- ◆ La Ville et la Fondation de Lille
- ◆ L'Agence de l'Eau Adour-Garonne
- ◆ La Communauté d'agglomération du SICOVAL
- ◆ Bordeaux Métropole
- ◆ L'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse
- ◆ La Métropole du Grand Lyon et Eaux du Grand Lyon
- ◆ La Fondation Raja Danièle Marcovici
- ◆ Le Fonds de dotation ITANCIA
- ◆ La Fondation Air France
- ◆ Les villes de Creil
- ◆ L'Agence l'Eau Seine-Normandie
- ◆ La Région Hauts-de-France
- ◆ La Région Wallonne et Agence Wallonne de l'Air et du Climat
- ◆ Le Conseil Départemental du Pas-de-Calais
- ◆ La DREAL
- ◆ La Communauté d'Agglomération Béthune-Bruay Artois Lys Romane
- ◆ La Communauté Urbaine de Dunkerque Grand Littoral



Nos principaux partenaires locaux :

Au Sénégal :

- ◆ Agence Régionale de Développement de Saint Louis (ARD)
- ◆ Programme National de Biogaz Domestique du Sénégal (PNB)
- ◆ Gouvernance de Saint Louis
- ◆ Le Ministère de l'Education Nationale et le MGLDT
- ◆ Les Collectivités locales de la Région de Saint-Louis
- ◆ Université Gaston Berger de Saint-Louis du Sénégal (UGB)
- ◆ Direction de l'Environnement, DREEC, IREF, Direction Agriculture
- ◆ Office de Mise en Valeur du Fleuve Sénégal
- ◆ Société des cultures légumières
- ◆ KOSMOS BP
- ◆ AECID
- ◆ Les Associations BP Diapalante, SEN-EAD, Terre Rouge

Au Maroc :

- ◆ Ministère de l'Education Nationale
- ◆ La Région de Marrakech-Safi
- ◆ Les Provinces de Safi et Youssoufia
- ◆ Les Communes d'Ouled-Boussaken et El Aaounate
- ◆ L'Office Nationale de l'Energie et de l'Eau Potable
- ◆ Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH)

En Guinée :

- ◆ Ministère de l'Education Nationale
- ◆ Inspection Régionale, Préfecture et la Commune de Labé
- ◆ La préfecture de Lélouma
- ◆ Le SNAPE, SNIES et l'INRAP
- ◆ Coopération Allemande (GIZ)

Nos partenaires techniques :

- ◆ Le Programme Solidarité Eau (PS-Eau)
- ◆ Les associations la Voûte Nubienne (AVN, GRET, GERES, Maison des Yvelines, Cap Solidarité, ADOS, Studio Globo, Oxfam-Solidarité, CRTDM et les membres du Collectif des 5 Deltas
- ◆ Yncréa Hauts-de-France
- ◆ Les réseaux Cicle (Coopération Climat Energie), Re-Sources, Lianes Coopération, Educasol et ALDA
- ◆ Tous les autres partenaires européens



Revue de presse

GANDIOL – NDOYE DIAGNE : les bonnes actions du PAEMS au service de l'école (vidéo)

Une forte mobilisation de populations a célébré, mercredi, la journée mondiale de l'eau, au village de Ndoye DIAGNE (Commune de Ndiébène Gandiol), en présence du maire, d'autorités éducatives, de représentants de services techniques déconcentrés et de partenaires pour le développement.

Mercredi 22 Mars 2017 - 21:05



Démonstration publique d'écoliers de Ndoye DIAGNE sur la purification de l'eau

La mise en œuvre de la phase 2 du Programme d'Accès à l'Eau en Milieu Scolaire (PAEMS) piloté par L'ONG Le Partenariat a permis de clôturer l'école du village jadis vétuste, exposée à toute forme de danger. Ce programme mis sur orbite dans les régions de Saint-Louis et Matam est porté par les soutiens financiers de l'Agence Française de Développement, l'Agence de l'Eau Artois Picardie, l'Agence de l'Eau Adour Garonne, le Sicoval et la Commune de Ndiébène Gandiol.

En plus de l'adduction d'eau potable, de la construction de bloc sanitaire, le PAEMS

a installé un puits dans l'établissement scolaire favorisant ainsi la création de jardins botaniques et de clôture fourragère.

Des actions de sensibilisation sur l'entretien préventif, la gestion de l'eau, des toilettes et du reboisement, sont par ailleurs déroulées au fil de l'exécution du programme.

Yamar NDIAYE, le directeur de l'école de Ndoye DIAGNE s'est félicité de ces réalisations structurantes dans son établissement, en faisant part de bonnes performances enregistrées dans les enseignements-apprentissages obtenues grâce à ces innovations.

« Il y a quelques années, il n'était pas concevable de s'établir, ici. Tout était vide et désertique. La sécurisation de l'école, l'accès à l'eau donnent un nouveau visage à cette localité », a témoigné le maire de Gandiol, Arona SOW.

Il a magnifié le projet d'extension du réseau d'eau potable lancé par ce programme éducatif, en adressant de vifs remerciements au Partenariat et au Sicoval.

Avec cette nouvelle initiative du Partenariat, l'eau potable sera drainée sur une distance de 3,8 kilomètres (entre Gantour et Ndoye DIAGNE) pour une enveloppe de 35 millions de francs CFA.

En plus de desservir cette école, cette initiative permettra aux plusieurs villages de la zone de bénéficier d'eau accès à l'eau potable, a expliqué Nicolas DUPUY, le coordonnateur du Partenariat.

▶ ▶ ▶ Suivez le film de la journée, les impressions de Yamar NDIAYE, d'Arona SOW, de Nicolas DUPUY et de M. Diédhiou (chef de la division régionale de l'Hydraulique)

NDARINFO.COM :

http://www.ndarinfo.com/GANDIOL-NDOYE-DIAGNE-les-bonnes-actions-du-PAEMS-au-service-de-l-ecole-video_a18603.html

Accueil > Economie

Accès à l'énergie dans la région de Saint-Louis : un diagnostic de l'ARD va faire l'état des lieux

Dimanche 27 Août 2017 - 23:47



Dans le cadre de la mise œuvre du programme d'accès à l'énergie en région de Saint-Louis (PAER) piloté par l'Agence Régionale de Développement (ARD) en collaboration avec le Partenariat et le GERES, une rencontre a permis, vendredi, d'échanger sur les principaux enjeux du projet.

Ce conclave qui a réuni entre partenaires, services publics en charge de l'énergie et structures régionales déconcentrées s'est penché sur les contours de la réalisation du diagnostic énergie dans la région de Saint-Louis.

Le PAER s'inscrit dans la dynamique du Plan Sénégal Émergent (PSE) et de la politique sectorielle. Cette vision déclinée par l'engagement pris par l'État du Sénégal à développer les énergies renouvelables conformément aux stratégies d'adaptation et d'atténuation pour les changements climatiques (COP21), ambitionne de concilier développement économique, durabilité, respect de l'environnement et résilience aux changements climatiques.

L'atelier a été l'occasion de présenter la situation de l'accès à l'électricité et les infrastructures existantes dans la région, mais aussi de la disponibilité des combustibles de bois et charbon. Celle-ci définit le mode d'approvisionnement, les plus grands centres de consommation, les espèces les plus carbonisées, les principales localités de production, etc.

L'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) a présenté, à cet effet, la situation de la consommation de carburant en spécifiant la répartition sur le territoire régional alors que le Programme National de Biogaz (PNB) et le Partenariat ont exposé le niveau d'utilisation des énergies renouvelables dans la région.

NDARINFO.COM

FISCALITE LOCALE

Démarrage effectif de la commission de Saint-Louis

La mairie de Saint-Louis, en partenariat avec la Direction générale des impôts et domaines (Dgid), le Service de coopération et d'action culturelle (Scac) de l'ambassade de France et avec l'appui technique de l'Ong Le « Partenariat », a tenu une rencontre dans le cadre de la mise en place de la commission de la fiscalité locale (Cfl). Cette réunion devait marquer l'effectivité de cette entité.

Les autorités l'avaient soutenu lors de la première phase d'opérationnalisation de l'Acte 3 de la décentralisation, censée permettre la création de territoires viables, compétitifs et porteurs de richesse. En effet, dans leur logique, après la phase 1, il fallait décentraliser les ressources. C'est pourquoi il était convenu que la seconde phase de cette réforme majeure devait être financière afin d'accroître les ressources des collectivités locales. Cette volonté correspondait avec la dernière révision du Code général des impôts entrée en vigueur en janvier, qui instaurait une commission de la fiscalité locale dans chaque commune. Cette structure pilote, devenue effective dans la ville du Nord, devra permettre, de manière inclusive, aux populations de participer au recensement de l'assiette fiscale et à la participation de toute la communauté de manière inclusive à l'effort de l'imposition. Pour Aïda Mbaye, adjoint au maire, dans le souci d'as-



Réunion du Conseil municipal de Saint-Louis.

socier les populations, « nous avons pris les chefs de quartier et parmi ceux-ci 16 commissaires ont été désignés pour recenser le bâti dans chaque partie de la commune, avec l'appui des techniciens de la Dgid ».

Dans la pratique, Nicolas Dupuis, coordonnateur de l'Ong « Le Partenariat », opérateur de la dernière année d'exécution du projet gouvernance urbaine et fiscalité locale, a souligné l'importance de mettre en place des fiches d'imposition. Pour M. Dupuis, il est important de créer les mécanismes d'une discussion entre les collectivités locales, les populations par le biais des commissaires et les autres acteurs avec comme objectif, « permettre aux municipalités de pouvoir capter les ressources fiscales nécessaires aux financements de certains de leur projets ». Le responsable de l'Ong Partenariat a aussi fait savoir que la Cfl est un élément essentiel de la gouvernance posée par l'Acte 3 de la décentralisation, avec comme but recherché la ter-

ritorialisation des politiques publiques. Au-delà des fonds de concours que verse l'Etat aux collectivités, la question des financements innovants devient de plus en plus une réalité avec surtout les Partenariats publics-privés (Ppp) pouvant permettre aux mairies et conseils départementaux de dérouler des projets structurants. C'est pourquoi M. Ngor Dioné, chef des services fiscaux de Saint-Louis, a souligné l'importance de ce dispositif dont le but est de mobiliser les recettes locales. Il a rappelé que l'Etat et les populations sont au cœur de la gestion fiscale, avec la recherche au niveau de la Cfl, d'une approche transparente, inclusive dans le domaine de l'imposition.

Pour rappel, cette première rencontre des Cfl suscite des attentes fortes au niveau local et national car devant servir de référence aux autres collectivités locales.

A. M. NDAW

Accueil > Société

Mobilisation des recettes : FASS-NGOM installe sa Commission de Fiscalité Locale (vidéo)

À l'instar des Communes de Saint-Louis et de Rosso, une commission de fiscalité locale (CFL) a été créée et mise en place, mercredi, au sein de la municipalité de Fass-Ngom, au cours d'une rencontre présidée par le l'adjoint au Sous-Préfet de RAO, le chef du centre des services fiscaux de Saint-Louis et le Directeur général de l'Agence Régionale (ARD) de Saint-Louis.

Jeudi 15 Juin 2017 - 06:00



La mise en orbite de cette commission s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la phase 2 du projet de Soutien au Développement Agricole et rural à travers la formation et la promotion (PSDAR II/SL), financé par la coopération andalouse.

Cette entité qui regroupe plusieurs chefs de village de FASS-NGOM a pour but d'accroître la transparence et la compréhension par les acteurs de la société civile, des processus complexes conduisant à la détermination des recettes fiscales des collectivités. Elle crée, ainsi, un espace de dialogue ouvert entre l'équipe municipale, les services déconcentrés de l'État.

L'optique est de bâtir plus de civisme local et lever, efficacement, les récurrentes contraintes de recouvrement des ressources financières auxquelles les collectivités locales sont confrontées.

Alioune SARR, le maire de la Fass-Ngom a salué dynamique collaborative entre la l'ARD, les Services fiscaux et le Partenariat qui porte le programme.

« Nous souffrons de l'étroitesse des moyens qui limite nos capacités d'intervention. Si, aujourd'hui, un dispositif aussi pertinent est mis en place pour booster nos capacités financières, nous ne pouvons que nous en réjouir », a-t-il dit.

Conscient du défi de pérenniser le fonctionnement de la CLF et de favoriser à travers sa marche, une meilleure implication des parties prenantes, le maire SARR invite les membres à s'engager.

« Avec l'union des forces et la prise de conscience de la valeur de cet outil, nous pourrons relever les défis qui nous interpellent », a-t-il fait savoir.

Le lancement de la CFL fait de sa commune, une pionnière dans ce domaine. Avec les expériences acquises, un document de capitalisation sera élaboré pour servir de modèles aux autres collectivités.

« Depuis un certain temps, la commune de Fass-Ngom s'est engagée dans une bonne dynamique avec l'appui du PSDAR. Cette collectivité locale est en train de donner les opportunités de création de richesses », s'est félicité Ousmane SOW, le directeur général de l'ARD. Ces initiatives doivent être accompagnées d'un procédé pouvant permettre aux populations de participer à l'effort de développement local.

« Ces ressources ne pourront être gérées qu'à partir d'une bonne fiscalité locale », a-t-il expliqué M. SOW

Ngor DIONE, le patron des services discaux de Saint-Louis a fait part de la détermination de son institution à soutenir les démarches de la CLF de Saint-Louis, en exposant à l'assistance, l'utilité de cette commission et les importantes retombées financières qu'elle pourra générer au profit de la Commune.

▶▶▶ Suivez, en vidéo, les réactions d'Alioune SARR, d'Ousmane SOW et de Ngor DIONE

NDARINFO.COM

http://www.ndarinfo.com/Mobilisation-des-recettes-FASS-NGOM-installe-sa-Commission-de-Fiscalite-Locale-video_a19213.html

[Accueil](#) > [Ecologie](#)

Saint-Louis : la mangrove revitalise l'intercommunalité (vidéo)

Un cadre de concertation intercommunal pour la sauvegarde de la mangrove de Saint-Louis a été installé, mercredi, en marge de la présentation d'une étude sur « les initiatives, dynamiques et acteurs de préservation de cet écosystème dans le département ». La recherche financée par l'ONG Le Partenariat s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la phase III (2017-2019) du projet de valorisation de la mangrove dans le delta du fleuve Sénégal.

Mercredi 20 Décembre 2017 - 20:33



Le président du Conseil départemental (à gauche), le directeur de l'ARD (derrière, au milieu), Nicolas DUPUY (en avant, à droite), le conseiller municipal de Gandiol Bathie KA (en jaune, au milieu) et l'adjoint au maire de Gandon Kalidou Ba

Ce programme financé par **ITANCIA** au profit de trois communes (Saint-Louis, Gandon et Ndiébène Gandiol) bénéficie d'un portage institutionnel du département de Saint-Louis.

Dans une perspective de consolidation des processus de décentralisation dans la région de Saint-Louis à travers l'acte III, ce projet participe efficacement au renforcement des liens d'intercommunalité entre les collectivités locales du département.

En effet, un cadre de concertation de ces collectivités a été mis sur orbite au plan départemental en septembre dernier. Cet appareil d'intercommunalité

animé par l'Agence Régionale de Développement (ARD) est une niche d'opportunités qui a pu orienter et catalyser les initiatives en matière de sauvegarde des espaces naturels de la mangrove.

« La préservation environnementale est plus efficace et plus efficiente si l'ensemble des acteurs territoriaux se concentrent et agissent de concert pour la poursuite des nos objectifs », a rappelé Me Moustapha MBAYE, le président du conseil départemental de Saint-Louis à l'ouverture du conclave. En saluant la parfaite cohésion des trois communes renforcée par l'expertise du Partenariat et l'ingéniosité de l'ARD, Me MBAYE a fortement insisté sur la pertinence de la mise en place de ce cadre de concertation.

Pour lui, cette entité sera un « interlocuteur institutionnel des porteurs, bailleurs de fonds et programmes de l'État en matière de conservations des zones humides dans cette partie du Sénégal ». Il sera un « outil pertinent de développement territorial » et « un instrument de plaidoyer qui renforce la gouvernance en environnementale ».

Notons que l'étude exhaustive mise à l'appréciation des participants à la rencontre permettra aux collectivités locales et aux acteurs qui interviennent dans la mangrove de disposer d'un support de référence leur permettant de mieux contribuer à sa valorisation de cette ressource naturelle.

▶▶▶ Suivez en vidéo, les impressions de Me Moustapha MBAYE, de Nicolas DUPUY (coordonnateur du Partenariat) et de Ousmane SOW (DG de l'ARD)

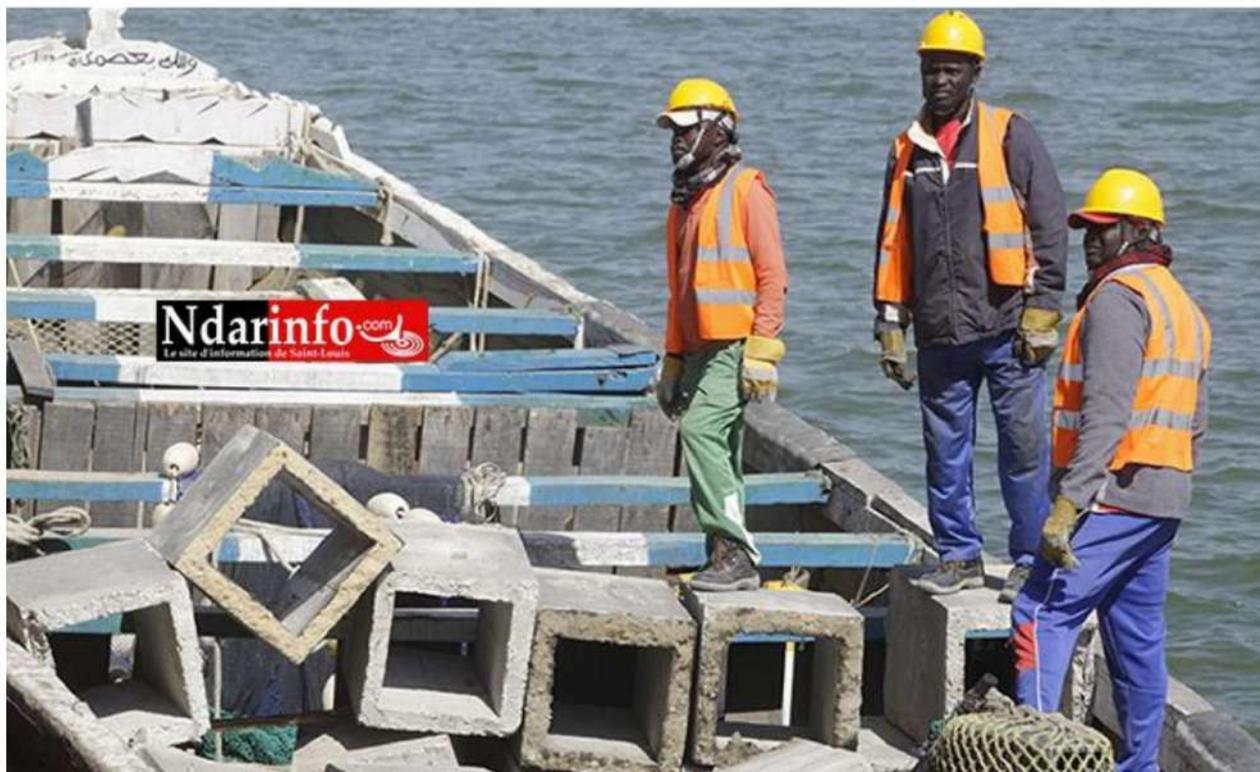
NDARINFO.COM

https://www.ndarinfo.com/Saint-Louis-la-mangrove-revitalise-l-intercommunalite-video_a20580.html

Saint-Louis : 410 blocs de récifs artificiels immergés dans l'Aire Marine Protégée (vidéo)

Quatre-cent-dix (410) blocs de récifs artificiels ont été immergés, vendredi, dans l'Aire Marine Protégée (AMP) de Saint-Louis. Les structures en bétons armés de 200 kilogrammes ont été juxtaposées au fond de l'océan pour servir de zone de survie et de pontes d'espèces marines. Ces immersions effectuées par des plongeurs professionnels vont ainsi sauvegarder et revitaliser les ressources halieutiques qui se raréfient de plus en plus.

Vendredi 29 Décembre 2017 - 16:28



L'activité s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'amélioration du cadre de vie des communautés de pêcheurs de la langue de barbarie, financé par Kosmos BP Sénégal Limited et piloté par l'ONG Le Partenariat. Il intervient dans un contexte où les pêcheurs de la langue de barbarie sont confrontés à d'énormes difficultés liées à un manque de ressources en mer. Les changements climatiques agissant négativement sur leurs habitants, ces populations s'enlisent de plus en plus dans la désuétude.

« Le plan d'action a été déroulé dans un cadre purement inclusif. C'est ce

qui explique le franc succès enregistré », renseigne Papa Mamadou CISSE, chef du projet. « Il va contribuer de manière considérable à la remontée d'espèces marines », a-t-il ajouté en magnifiant la synergie collaborative entre les parties prenantes à ce projet pilote d'une durée d'un an.

« C'est un plaisir de constater la dynamique collaborative, d'engagement et d'implication que ce projet a pu provoquer entre les communautés, les services techniques et l'ONG le Partenariat », a déclaré Mamadou Mar FAYE, le responsable des affaires extérieures de Kosmos Sénégal.

« Cette intervention est faite manière volontaire en rapport à des besoins qui ont été exprimés et sur la base de l'analyse du contexte de raréfaction des ressources halieutiques. En contribuant à créer ces zones de reproduction, nous participons à développer davantage la biodiversité marine », a précisé M. FAYE.

https://www.ndarinfo.com/Saint-Louis-410-blocs-de-recifs-artificiels-immerses-dans-l-Aire-Marine-Protegee-video_a20648.html

Éducation

La province de Youssoufia mobilisée pour ses écoles rurales

H.S., LE MATIN

24 Decembre 2017 - 16:41



72% des écoles rurales à Youssoufia n'ont toujours pas d'accès à l'eau et près de 61% des sanitaires ne sont pas fonctionnels, selon une étude réalisée par l'association Solidarité Partenariat France/Maroc.

Œuvrant depuis six ans dans les provinces de Safi et de Sidi Bennour dans le but de promouvoir le développement et l'éducation, l'association Solidarité Partenariat France-Maroc (SPFM) interviendra en 2017/2018 sur six écoles de la province de Youssoufia pour assurer un meilleur accès à l'eau, l'assainissement et la sécurité.

Dans ce cadre, elle a réalisé une étude sur les besoins des écoles rurales à Youssoufia. Résultats de cette étude : 72% des écoles n'ont toujours pas d'accès à l'eau et près de 61% des sanitaires ne sont pas fonctionnels.

Consciente de l'urgence de la situation, la province a mis en place, en coordination avec la direction provinciale de l'Education et l'appui de SPFM, un comité de concertation chargé de restituer l'étude et proposer des solutions. Ce comité s'est réuni récemment avec les représentants de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE), de l'Initiative nationale pour le développement humain (INDH) et des communes et a décidé la mobilisation de tous les acteurs autour des besoins des écoles rurales.

À cet effet, il a été décidé, selon un communiqué de l'association, que l'INDH et les communes consacrent un budget spécifique à l'éducation et que les intervenants devront coordonner leurs actions pour rendre les interventions plus efficaces. « Le partage des plans d'actions de chacun de ces acteurs et la mobilisation d'associations telle que SPFM permettra de mettre en place un plan d'action provincial axé sur les résultats escomptés », souligne la même source. Solidarité Partenariat France-Maroc s'engage également à faire bénéficier les écoles concernées d'accompagnement et de campagnes de sensibilisation pour apprendre les bonnes pratiques et les bons comportements au sein de l'école et garantir la pérennité des interventions.

Sidi Bennour: lancement de la première unité de biogaz dans un abattoir rural au Maroc

Vendredi 3 novembre 2017 à 14h14

Google+

PDF

Imprimer



1
1
1
1
1
1
1
1
1
1
2

Transformer des déchets d'un abattoir rural au sein d'une cuve pour produire du biogaz. C'est le projet lancé par l'association Solidarité partenariat France/Maroc dans la commune rurale de Lâaounate à Sidi Bennour.

A Lâaounate, les 25 m3 d'eaux usées rejetées les jours du souk constituent un vrai problème sanitaire et environnemental pour les usagers et les habitants. En plus d'augmenter les risques de contamination, ces rejets sont une source de pollutions et d'odeurs nauséabondes. L'idée est de valoriser ces déchets organiques pour produire du biogaz, peut-on lire dans un communiqué de l'association.

C'est la première fois au Maroc qu'un digesteur est mis en place pour le traitement des déchets des abattoirs.

En effet, les eaux usées des abattoirs sont transformées en biogaz au sein d'une cuve de 75 m3. Le biogaz pourra directement être utilisé comme source d'énergie (production d'eau chaude pour l'abattoir) et l'effluent sortant peut servir comme fertilisant pour l'agriculture, explique le communiqué. Ainsi, les bonbonnes de gaz utilisées traditionnellement par les commerçants seront remplacées par une énergie propre et locale.

Les travaux de construction de la cuve ont bien avancé et l'association souhaite mobiliser d'autres partenaires pour sensibiliser et étendre ce projet dans d'autres abattoirs, ajoute la même source.



La Ville soutient les citoyens de demain

Depuis 2015, la Ville est engagée dans le programme européen Global Schools qui vise à sensibiliser le jeune public aux questions de citoyenneté et de solidarité internationales. Le sujet n'est pas simple : comment enseigner le monde de façon ludique, tout en renforçant la citoyenneté locale et internationale des jeunes par le truchement des langues, des jeux, de la lecture, du théâtre ou de l'image ? Porté par la Ville en collaboration avec l'organisation non gouvernementale Le Partenariat et en lien avec cinq établissements scolaires de l'agglomération* et les conseils municipaux d'enfants, ce projet s'articule ainsi autour de la formation des enseignants et des animateurs, le partage d'expériences et la mise en œuvre d'actions très concrètes.

Des actions sur le terrain

Pendant que les CME sont sensibilisés à la solidarité internationale, les élèves de CM2 de l'école Dessinguez s'attaquent à la question du développement durable. Après avoir planté des arbres dans la cour de leur établissement, les enfants ont accueilli mi-janvier l'écrivain illustrateur Mickaël El Fathi, auteur du livre jeunesse « Moabi » pour une séance de questions-réponses suivie d'un atelier de création artistique. Une approche en finesse de leur rôle de citoyen de demain.

* Les écoles Lucien-Maillart, du Torpilleur, Sainte-Thérèse et Dessinguez de Dunkerque ainsi que l'école Francisco-Ferrer de Grande-Synthe.

surleweb

www.ville-dunkerque.fr/globalschools

Parole d'élue

Nadia Farissi
adjointe à l'égalité des chances
et aux relations internationales



Pourquoi avoir intégré le projet Global Schools ?

Global Schools permet de répondre à un double enjeu : la sensibilisation de nos enfants à la citoyenneté et à la solidarité internationales d'une part et le rayonnement de notre ville à l'échelle européenne d'autre part. Pour Dunkerque, ce programme constitue une formidable opportunité d'être une ville moteur dans ces apprentissages.

Quel est l'intérêt pour la ville de Dunkerque ?

Il s'agit de préparer nos enfants dès le plus jeune âge aux grands enjeux de demain tels que le développement durable ou le mieux-vivre ensemble pour en faire des citoyens responsables et concernés. C'est un investissement sur le long terme et un plus pour notre ville ! À travers la mise en œuvre de ce dispositif au sein des CME ou lors des temps d'activités périscolaires, les écoliers prennent également conscience de l'importance des langues étrangères dans le processus d'apprentissage. C'est important.

Prochain rendez-vous avec Global Schools ?

La Ville accueillera début février une délégation de professeurs espagnols de Saragosse venus observer nos pratiques. Quant aux enfants des CME et des écoles, ils présenteront une restitution de leurs travaux d'ici la fin de l'année scolaire.

→ Témoignages

Frédérique Pasqualini,
directrice de l'école Dessinguez

“ On est sur le terrain de l'interculturalité et dans la dynamique d'accepter l'autre et de se nourrir de ses différences. C'est important pour les enfants de savoir ce qui se passe à travers le monde et de prendre conscience de la chance que nous avons de naître en France. Le dispositif Global Schools est une opportunité rare d'ouvrir le regard des enfants. Ils ont tellement de questions ! ”



Margareth Becquaert, enseignante
à l'école du Torpilleur

“ Les projets d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale motivent les élèves. Le travail en projet permet de les sensibiliser au vivre ensemble, pour apprendre, créer, se mettre d'accord, écouter et respecter les autres, faire des choix, les justifier... C'est une ouverture à la tolérance, au respect. L'épanouissement des élèves est réel. C'est une approche plus vivante et active de l'apprentissage. ”



Trois collèges dunkerquois expérimentent la méthode norvégienne

Pendant trois ans, trois établissements dunkerquois vont croiser leurs pratiques pédagogiques avec des méthodes nordiques dans le but de développer le sens critique des élèves. Élément clé pour la survie de nos démocraties.

Depuis janvier 2017, le collège Guillemintot participe à un projet européen intitulé « Critical Literacies and Awareness in Education » (CLAE) : un projet de recherche, de développement des pratiques éducatives et de collaboration, entre la France et la Norvège. Porté par l'université de Stavanger (Norvège) dans le cadre du programme Erasmus +, ce projet mobilise également les collèges Notre-Dame-des-Dunes et Arthur-Van-

Hecke, ainsi que la ville de Dunkerque et son homologue norvégien.

Pendant trois ans, les professeurs de ces établissements vont partager leurs pratiques pédagogiques, tester de nouvelles méthodes et innover dans un but bien précis : « encourager la réflexion et la pensée critique chez les élèves », résume Tony Meistermann, principal adjoint du collège Guillemintot. Les élèves âgés de 11 et 12 ans seront au centre du projet : « L'objectif est de les faire évoluer, de proposer d'autres choses, et de les rendre acteurs de leurs apprentissages, souligne le représentant de l'établissement. C'est aussi un moyen de travailler avec d'autres collègues du territoire, d'échanger, d'avancer, et de faire évoluer les pratiques dans le long terme, au profit des élèves ».

Au travers d'entretiens avec les enseignants, de périodes d'observation en

classe, de rapports des enseignants, ou encore de textes produits par les élèves, un groupe de chercheurs de l'Université de Stavanger aura pour mission d'observer et comparer le travail mené par les différentes équipes, et les possibles effets de ces pratiques sur le développement de la réflexion critique des élèves... Verdict final dans trois ans.







@lePartenariat.CentreGaia



@PartenariatGaia



Le Partenariat - Centre Gaïa



www.lepartenariat.org

LE PARTENARIAT

71 rue Victor Renard
59000 Lille
Tél : +33 (0)3 20 53 76 76
contact@lepartenariat.org

AU SÉNÉGAL

Quai Ousmane Masseck
Ndiaye X Rue Potin-Île Nord
BP 746 Saint-Louis
Tél : +221 33 961 46 51
contacts@lepartenariatsenegal.com

AU MAROC

Rue Taib Ben Hima, Plateau
46 000 - Safi
Tél : +212 636 062 536
spfm@lepartenariat.org

EN GUINÉE

BP 151 Labé
Tél : +224 624 19 14 14
coordination.guinee@lepartenariat.org